
JANVIER 2017 :

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][GUERRE] [SECURITE][RWANDA]
Assassinat d'un ministre au Burundi: plusieurs personnes arrêtées
(RFI 02/01/17)

Au Burundi, Emmanuel Niyonkuru, ministre de l'Eau, de l'Environnement et de la Planification, a été tué par balles par un agresseur inconnu tôt ce dimanche 1er janvier, dans la capitale Bujumbura, alors qu'il se rendait à son domicile et qu'il était au volant de sa voiture. Joint par RFI, Pierre Nkurikiye, porte-parole de la police burundaise, précise que le tireur se trouvait à l'intérieur du véhicule et qu'il s'agit d'un acte préparé. Le président burundais, Pierre Nkurunziza, assure que ce crime « ne restera pas impuni ».

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][GUERRE GEOPOLITIQUE]
[GUERRE HUMANITAIRE] [ITEKA] [SOCIETE CIVILE HIMA BURUNDAISE] Radiation
d'Iteka au Burundi: un "point de non retour" pour un pouvoir "totalitaire" (FIDH)
(AFP 05/01/17)

La radiation par les autorités burundaises d'Iteka, la plus ancienne ligue burundaise des droits de l'Homme, marque un "point de non retour" pour un pouvoir burundais "totalitaire", "répressif" et "meurtrier", a dénoncé jeudi la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH). "C'est un très mauvais signal de radicalisation du pouvoir, qui démontre que le projet du président au pouvoir est totalitaire et autocratique", en plus d'être "meurtrier et répressif", a observé Florent Geel, responsable du bureau Afrique de la FIDH. Les violences au Burundi ont fait plus de 500 morts et poussé plus de 300.000 personnes à quitter le pays depuis avril 2015. Cette "funeste" décision sonne comme un "point de non retour" après une "série de décisions contre les..

[UNION EUROPEENNE] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE] [GUERRE HUMANITAIRE]
[ITEKA] [SOCIETE CIVILE HIMA BURUNDAISE] Burundi: l'UE soutient la réhabilitation de la
ligue "Iteka" (AfricaNews 07/01/17)

La décision du Burundi de radier la ligue Iteka des ONG des droits de l'homme, est mal perçue aussi bien parmi la communauté des défenseurs des droits humains que par l'Union européenne. Dans un communiqué rendu public ce vendredi, Bruxelles demande aux autorités de Bujumbura de revenir sur leur décision. Bruxelles souhaite par ailleurs que les autorités assurent la liberté de travailler et la sécurité de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme. Les autorités burundaises accusent la Ligue Iteka de "semmer la haine et la division au sein de la population"

[IWACU] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [TERRORISME]
[RWANDA] Flou autour de l'assassinat du ministre Emmanuel Niyonkuru
(Iwacu 09/01/17)

Qui et pourquoi. Des zones d'ombres subsistent dans l'assassinat du ministre de l'environnement la nuit de la Saint Sylvestre. Iwacu retrace les dernières heures du ministre et fait le point sur l'enquête. Le ministre Emmanuel Niyonkuru a été assassiné le jour du Réveillon de la Saint-Sylvestre. Le ministre Emmanuel Niyonkuru a été assassiné le jour du Réveillon de la Saint-Sylvestre. Alors que l'année 2017 venait à peine de pointer son nez, un tweet tombe: « #Burundi

Criminalité : Ministre de l'eau et environnement tué par pistolet d'1 criminel en rentrant chez lui à Rohero, vers 00h45'.»Le tweet émanedu porte-parole de la police. Selon Pierre Nkurikiye, le ministre de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, Emmanuel Niyonkuru

[BELGA] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE] [GUERRE HUMANITAIRE] [SOS TORTURE] [SOCIETE CIVILE HIMA BURUNDAISE] Crise au Burundi: au moins treize personnes tuées en une semaine dans des violences
(Belga 17/01/17)

Au moins treize personnes ont été tuées au Burundi au cours de la semaine du 7 au 14 janvier 2017, affirme un rapport publié lundi par l'ONG SOS-Torture, qui dénonce les violations graves des droits humains qui continuent à se commettre en toute impunité". Parmi les victimes de ces violences figurent huit corps sans vie découverts dans un buisson dans la zone Kanyosha, au sud de la capitale, Bujumbura. Pas d'investigations "L'administration locale s'est précipitée à enterrer les victimes sans aucune volonté de chercher à les identifier, ni mener des investigations pour connaître les circonstances dans lesquelles ces meurtres ont été commis", dénonce l'ONG dans ce rapport dont l'agence Belga a obtenu une copie. Dans la province de Cibitoke (nord-ouest)

[HRW] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE HUMANITAIRE] [IMBONERAKURE] Burundi : Des attaques perpétrées par des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir
(Autre média 31/01/17)

Des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir au Burundi, connus sous le nom d'Imbonerakure, ont brutalement tué, torturé et sévèrement battu des dizaines de personnes à travers le pays au cours des derniers mois, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. Les meurtres et autres mauvais traitements reflètent l'impunité généralisée dont bénéficient les membres des Imbonerakure et la réticence du gouvernement à poursuivre ou à contrôler ce groupe. Au cours des trois derniers mois, des membres des Imbonerakure (« ceux qui voient loin » en Kirundi, langue prédominante au Burundi), ont utilisé des gourdins pour battre à mort un garçon de 15 ans, ont planté un couteau dans l'œil de l'une des victimes, le rendant aveugle

[DW] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE USA-SOROS] [[HRW]] [GUERRE HUMANITAIRE] [IMBONERAKURE] Burundi: les jeunes du CNDD-FDD accusés par Human Rights Watch
(Dw-World 20/01/17)

Dans un rapport publié ce jeudi, l'organisation accuse les jeunes du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, de multiplier les exactions contre des civils. L'ONG demande à l'ONU de sanctionner les auteurs de ces violences. Le rapport de Human Rights Watch déplore également la proximité de ces Imbonerakure avec les agents du service national de renseignement, la très redoutée police politique au Burundi. Mieux, ceux que l'ONU qualifie de miliciens seraient même devenus plus puissants que les forces de l'ordre. Ce qui justifie, ajoute le rapport, la commission en toute impunité des crimes les plus odieux contre des civils, la plupart du temps, jugés proches de l'opposition burundaise.

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [GUERRE ECONOMIQUE] [UNION EUROPEENNE - FRANCE/BELGIQUE/HOLLANDE] [AMISOM] Amisom: l'UA et le Bujumbura s'entendent sur le paiement des soldats burundais
(RFI 20/01/17)

Une solution vient d'être trouvée pour permettre aux soldats burundais de la force de l'Union africaine en Somalie d'être payés. Leur solde n'était plus versée par l'Union européenne depuis

plusieurs mois. Bruxelles ne voulait plus financer un gouvernement burundais sous sanctions. Une entente, que le Burundi et l'Union africaine viennent de conclure, permettra aux Européens de continuer à financer l'Amisom via l'Union africaine. Les fonds aboutiront, non plus à la Banque centrale du Burundi, mais dans des banques commerciales. C'était un sujet de conflit entre l'Union européenne et le Burundi.

FEVRIER 2017 :

[IWACU] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE HUMANITAIRE] [FIDH] [ITEKA] [SOCIETE CIVILE HIMA BURUNDAISE] [OPTION MILITAIRE] «Il faut un embargo sur les armes»

(Iwacu 10/02/17)

«Nos organisations exhortent les autorités burundaises à mettre un terme immédiatement à l'intensification d'exécutions, de tortures et de détentions de soldats tutsi des ex-Forces armées burundaises (FAB)», lit-on dans le communiqué de la Fédération internationale de protection des droits de l'Homme (FIDH), co-rédigé avec la ligue burundaise des droits de l'Homme Iteka, de ce jeudi 9 février 2017. Pour Dimitris Christopoulos, président de la FIDH, le ciblage des ex-FAB, du seul fait qu'ils sont des militaires tutsi, constitue une opération d'épuration qui ne fait que renforcer les dynamiques ethniques de la crise burundaise. Quant à Anschaire Nikoyagize, président de la Ligue Iteka, aujourd'hui dans la clandestinité, il fait savoir qu'il est de la responsabilité de la Cour pénale internationale

[JEUNE AFRIQUE] [FRANCE] [RWANDA] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE] [LIEN AVEC LE COUP D'ETAT DE 2015] [GENOCIDE] « Dynamiques génocidaires » au Burundi : est-il nécessaire d'ajouter un point d'interrogation ?

(Jeune Afrique 10/02/17)

Je n'abuse pas particulièrement du terme « génocide » dans mes allocutions publiques, et ce, pour plusieurs raisons. Bien des nations mettent en lumière les épisodes sombres de l'histoire de leurs voisins, qu'elles souhaitent qualifier de génocide. Nombre d'historiens et d'historiennes, de personnes représentant la société civile et d'activistes des droits fondamentaux abusent aussi du terme. En outre, un génocide passé offre une excuse de choix aux victimes d'autrefois pour légitimer leurs crimes présents. La victimisation a toujours ouvert la voie aux violences à venir contre celles et ceux qui incarnent l'ennemi idéal. Ces personnes iraient jusqu'à commettre les crimes les plus épouvantables convaincues que, ce faisant, elles se protègent des crimes aussi épouvantables (voire pires) que leurs victimes. Ces personnes iraient jusqu'à commettre les crimes les plus épouvantables convaincues que, ce faisant, elles se protègent des crimes aussi épouvantables (voire pires) que leurs victimes s'apprêtent à commettre si elles ne les arrêtent pas. Cette approche confère donc aux génocides un caractère « préventif » : « Nous vous exterminons avant que vous ne nous exterminiez. » Le terme de « génocide », créé après la Deuxième Guerre mondiale, a depuis colonisé l'histoire et contribué notamment à la complexité inextricable et à la confusion qui règnent actuellement. De nombreux « massacres » des années 1920 sont devenus des « génocides » après coup, dans les années 1970. Les descendants des nations où ils ont eu lieu ne souhaitent pas que des actes de violence extrême entachent le récit national de leurs origines.

Et pourtant, il est manifeste que des génocides ont été commis et que d'autres le seront, si nous ne les empêchons pas. Utiliser le terme de « génocide » avec parcimonie ne signifie pas nier le fait. Il implique une réflexion critique sur les opportunistes de discours des États. Voilà pourquoi il est si difficile de trouver le point d'équilibre entre un discours reposant sur l'omniprésence génocidaire et le déni du génocide.

Lire la suite :

<http://www.jeuneafrique.com/402361/politique/dynamiques-genocidaires-burundi-necessaire-dajouter-point-dinterrogation%E2%80%89/>

[LA LIBRE] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGE] [GUERRE HUMANITAIRE] [FIDH - FRANCE] [GENOCIDE] Des "dynamiques génocidaires" sont à l'œuvre au Burundi (La Libre 11/02/17)

La FIDH dénonce des représailles contre les militaires tutsis. La Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme (FIDH) s'inquiète de la répression ciblée contre des militaires d'ethnie tutsie, qui "laisse penser que les dynamiques génocidaires à l'œuvre au Burundi se poursuivent dans un huis clos de plus en plus total". Depuis la publication, en septembre 2016, d'un rapport des Nations unies concluant que "le danger de crime de génocide ...

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [CNARED] [DIALOGUE] Burundi: le Cnared décide d'aller dialoguer à Arusha (AFP 15/02/17)

Le Cnared, plateforme regroupant la quasi-totalité de l'opposition burundaise intérieure et en exil, a annoncé mercredi qu'il participerait finalement à une nouvelle session du dialogue interburundais qui s'ouvre jeudi à Arusha (Tanzanie). "Le Cnared a noté une évolution positive de la facilitation (médiation) dans l'organisation des négociations de paix au Burundi. Il a donc décidé de répondre à son invitation jeudi, pour aller faire prévaloir ses droits", a déclaré à l'AFP son porte-parole, Pancrace Cimpaye. Le Cnared avait dans un premier temps annoncé qu'il ne participerait pas à cette session. "C'était une erreur de communication de la part d'un de nos responsables (...) Car le Cnared a noté une inflexion positive dans la position du facilitateur", a expliqué M. Cimpaye...

[DW] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE USA-SOROS] [CNARED] [DIALOGUE] [SOCIETE CIVILE HIMA] "Nous exigeons d'abord l'arrêt des exactions" (Dw-World 16/02/17)

Arusha, en Tanzanie, abrite à partir de ce jeudi une nouvelle session du dialogue inter-burundais. Après avoir hésité, le CNARED, le regroupement des opposants burundais en exil, a décidé finalement d'y prendre part. "Pierre Nkurunziza passe son temps à jouer au football" (Teddy Mazina) A la veille de cette onzième rencontre plusieurs membres de la société civile et de la diaspora burundaise ont publié un document intitulé : « Arusha, pourquoi ? On se doit d'exiger la justice ». Est-ce à dire que les signataires de cet appel sont contre le dialogue d'Arusha ? Voici la réponse de l'un d'entre eux, le photo-journaliste, Teddy Mazina. Il est au micro d'Eric Topona.

[ONU FRANCE AFRIQUE] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [GUERRE POLITIQUE] [CONSTITUTION] Le diplomate de l'ONU Jamal Benomar, bête noire du pouvoir burundais (Xinhua 28/02/17) Le gouvernement de Pierre Nkurunziza s'en prend violemment depuis quelques jours à Jamal Benomar, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU sur la résolution des conflits, et désigné pour suivre particulièrement le cas du Burundi. Le pouvoir l'accuse d'avoir « induit en erreur » volontairement António Guterres avec un nouveau rapport sur le pays, qui fait

part de son inquiétude de voir le président Pierre Nkurunziza vouloir briguer en 4e mandat. Ce n'est pas la première fois que ce diplomate onusien

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [ONU FRANCE AFRIQUE] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [GUERRE POLITIQUE] [CONSTITUTION] Burundi: l'ONU s'inquiète d'un éventuel 4e mandat de Nkurunziza
(AFP 25/02/17)

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'inquiète de propos récents du président burundais Pierre Nkurunziza évoquant la possibilité de briguer un quatrième mandat, dans un rapport obtenu par l'AFP. Pierre Nkurunziza a annoncé fin décembre qu'il pourrait à nouveau se représenter en 2020, "si le peuple le demande", laissant craindre que la crise née de sa réélection en 2015 à un troisième mandat controversé ne se prolonge durablement. Dans un rapport présenté au Conseil de sécurité jeudi, le chef de l'ONU se dit "très préoccupé" par ces déclarations.

MARS 2017 :

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][CNARED] [AMIZERO] Burundi: Charles Nditije, nouveau leader du Cnared
(RFI 01/03/17)

Au Burundi, le Cnared, une plate-forme qui regroupe l'opposition en exil et une partie de l'opposition intérieure, vient de se doter d'une nouvelle direction. Mais les choses n'ont pas été faciles, il a fallu trois jours de discussions au lieu d'un seul comme prévu au départ pour arriver à départager les nombreux candidats au poste de président de la coalition. Cela s'est passé au cours d'une réunion du directoire, l'organe dirigeant de cette coalition, à Bruxelles en Belgique. Le choix a finalement porté sur Charles Nditije, qui vit en exil comme de nombreux ...

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][GUERRE HUMANITAIRE] [ONU - FRANCE AFRIQUE] [GENOCIDE] Burundi: l'alarmant rapport du conseiller spécial de l'ONU sur les génocides
(RFI 08/03/17)

Le conseiller spécial des Nations unies pour la prévention du génocide, Adama Dieng, tire de nouveau la sonnette d'alarme sur le Burundi. Dans une lettre écrite récemment aux membres du Conseil de sécurité et parvenue à RFI, il met en garde contre les risques de violences «massives» si rien n'est fait dans ce pays qui traverse une grave crise née de la décision du président Nkurunziza de briguer un troisième mandat il y a bientôt deux ans. Il en appelle donc au Conseil de sécurité qu'il invite à prendre des mesures afin d'éviter le pire. Des mesures qui semblent viser le pouvoir burundais même si cela n'est pas dit explicitement. Adama Dieng estime que « les perspectives de paix, de...

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][GUERRE HUMANITAIRE] [HRW-USA/SOROS] Burundi: des ONG réclament des "sanctions ciblées" de l'ONU
(AFP 08/03/17)

Des ONG internationales et locales ont exhorté mercredi le Conseil de sécurité de l'ONU, qui doit discuter jeudi de la crise burundaise, à prendre des "sanctions ciblées" contre les responsables de violations des droits humains dans ce pays des Grands Lacs. "De telles mesures, notamment des interdictions de voyage et le gel des avoirs, enverraient un message fort aux dirigeants burundais ayant été peu inquiétés pour avoir continué de perpétrer de violents abus contre leur propre population", ont affirmé 19 ONG dans une lettre rendue publique mercredi. Les signataires, qui dénoncent l'isolement croissant du pays, lequel se coupe de plus en plus de l'ONU, incluent notamment Human Rights Watch (HRW)

[RWANDA] [GUERRE GEOPOLITIQUE USA-SOROS][SECURITE] [GRANDS LACS AFRICAINS] Sécurité : Un complot ONUSIEN pour déstabiliser le Burundi (Burundi- AGnews 09/03/17)

Le Réseau de – la Révolution de Couleur au Burundi en 2015 – de-nouveau en action aux frontières maritimes du Burundi A Bujumbura, ce mercredi 8 mars 2017, les autorités burundaises, en charge de la sécurité, prennent très aux sérieux l'information selon laquelle des soldats Rwandais (le Rwanda, pays ennemi du Burundi, à cause de son implication dans la REVOLUTION DE COULEUR de 2015 au Burundi et du Coup d'Etat raté du mercredi 13 mai 2015) auraient été perçus à KALEMIE, port situé en RDC Congo sur le lac TANGANIYKA qui partage la frontière entre la RDC et le Burundi. M. François NYAMOYA (fils du fameux tortionnaire Albin NYAMOYA – voir Génocide au Burundi - <http://burundi-agnews.org/genocide.htm>)...

[IWACU] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE POLITIQUE] [PARCEM] Parcem : «Le Burundi se dirige tout droit vers l'abîme» (Iwacu 16/03/17)

«Notre pays ne représente pas un enjeu géopolitique considérable dans le monde. Son économie ne pèse pas grand-chose au sein de la communauté est-africaine. Sur 150 milliards de dollars de PIB, il pèse moins de 3 milliards», a fait savoir Faustin Ndikumana, président de Paroles et actions pour le changement des mentalités (Parcem), ce jeudi 16 mars, lors d'un point de presse sur les attentes du dialogue d'Arusha et du Conseil de sécurité sur le Burundi. Selon lui, le Burundi se dirige tout droit vers l'abîme si les défis auxquels le pays fait face restent sans solutions. «Nous avons un PIB par habitant dangereusement bas de moins de 300 dollars américains, selon le dernier classement. Le Burundi ne devance que

[IWACU] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE HUMANITAIRE] [FIDH] [SOCIETE CIVILE HIMA BURUNDAISE] Le Conseil de sécurité toujours divisé sur le Burundi (Iwacu 20/03/17)

Aucune mesure n'a été prise lors de la dernière réunion du Conseil de sécurité de l'Onu sur la situation au Burundi. Une déception pour ceux qui demandaient des sanctions pour certains responsables Burundais. Le Conseil de sécurité n'a pris aucune mesure lors de la réunion du 9 marsLe Conseil de sécurité n'a pris aucune mesure lors de la réunion du 9 mars «Nous espérons que le Conseil va tenir compte des rapports déjà produits afin de prévenir une guerre civile», avait déclaré dans les colonnes d'Iwacu, Armel Niyongere, activiste de la société civile. Des organisations locales et internationales, dont Human Right Watch et FIDH, avaient demandé des «sanctions ciblées contre les personnes responsables des violations graves des droits humains perpétuées...

[TV5] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [SOCIETE CIVILE HIMA] Burundi : la mémoire photosensible de Teddy Mazina
(TV5 20/03/17) - "Activiste de la mémoire" - ainsi se définit Teddy Mazina. Tristes ou festives, ses images expriment les joies et peines, espoirs, désespoirs que vivent les habitants du Burundi. Elles ouvrent une porte derrière laquelle la liberté d'expression accompagne les prémices de la démocratie et des droits humains. Dans les années 2000, Teedy Mazina décide de devenir photographe pour témoigner, pour fixer la mémoire de son pays. Depuis, le photographe burundais n'a de cesse de rendre compte en photos, avec sensibilité, des spasmes de violences qui secouent son pays : dans les ...

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][GUERRE HUMANITAIRE] [HCR] [REFUGIES] Burundi: plus de 400 000 Burundais réfugiés dans les pays voisins
(RFI 27/03/17)

Au Burundi, la population continue de fuir la crise qui secoue le pays depuis bientôt deux ans. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) compte déjà plus de 400 000 Burundais qui ont trouvé refuge dans les pays voisins, essentiellement en Tanzanie, au Rwanda et en République démocratique du Congo (RDC). Il souligne également que plusieurs dizaines de compatriotes viennent les rejoindre chaque jour. Le HCR estime que le nombre de ces réfugiés burundais pourrait dépasser le demi-million d'ici la fin de l'année. Il lance un appel aux pays hôtes pour mettre à disposition de nouveaux espaces, car les camps qui accueillent ces réfugiés sont déjà saturés.

Le HCR a lancé, dernièrement, un appel de fonds pour faire face à la situation dans les camps qui accueillent les réfugiés burundais, aujourd'hui saturés. C'est par exemple le cas de la RDC qui accueille, aujourd'hui, près de 40 000 réfugiés Burundais.

Selon le HCR, il n'y a plus la moindre place dans le camp de Lusenda ni dans les sites de transit qui lui sont associés. Fin février, il a dénombré 36 000 réfugiés burundais dans ces structures situées dans la province du Sud-Kivu.

Quelque 2 000 autres n'avaient pas encore été enregistrés, faute de place. Pendant ce temps, les réfugiés en provenance du Burundi « continuaient d'affluer au rythme d'une soixantaine par jour », explique le porte-parole du HCR en RDC, Andreas Kirchhof.

Le HCR et le Conseil national congolais pour les réfugiés (CNR) sont d'accord : il faut absolument agrandir les camps afin d'accueillir tout ce monde dans des conditions décentes.

Lire la suite : <http://www.rfi.fr/afrique/20170325-burundi-refugies-hcr-tanzanie-rwanda-rdc-afflux-andreas-kirchhof>

[JEUNE AFRIQUE] [FRANCE] [RWANDA] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE] [LIEN AVEC LE COUP D'ETAT DE 2015] [SOS MEDIAS]

Université du Burundi : un représentant des étudiants porté disparu, quatre autres arrêtés
(Jeune Afrique 30/03/17)

Quatre représentants des étudiants de l'Université du Burundi ont été arrêtés dans l'après-midi de mercredi, moins de 24 heures après la disparition d'un de leurs camarades. Des événements qui surviennent quelques jours après qu'un préavis de grève a été adressé au président de la République pour contester une réforme de la bourse universitaire. Aucune trace d'Elysé Dushime, étudiant en 3e année d'économie à Bujumbura, depuis ce mardi 28 mars. D'après SOS Médias, un collectif de journalistes locaux, « il aurait été embarqué à l'Avenue de l'Université [qui sépare les quartiers de Bwiza et Rohero de la capitale burundaise, NDLR], dans une voiture de police alors qu'il rentrait après son stage qu'il effectue à la banque BCCI ». Quatre autres étudiants...

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][GUERRE POLITIQUE] [SECURITE] [FNL-AMIZERO] Burundi: le camp de l'opposant Agathon Rwasa s'inquiète pour sa sécurité (RFI 30/03/17) Au Burundi, le porte-parole des FNL d'Agathon Rwasa, considéré comme le principal opposant au président Pierre Nkurunziza, lance un cri d'alarme. Il accuse le pouvoir burundais d'avoir durci depuis le début de l'année la répression contre leur mouvement qui n'est pas reconnu officiellement par le gouvernement, et il va plus loin en parlant d'un complot qui viserait à éliminer leur leader qui est pourtant premier vice-président de l'Assemblée nationale. Preuve de cet acharnement, selon le porte-parole des Forces nationales de libération (FNL) d'Agathon Rwasa, plus de 200 militants de ce mouvement ont été arrêtés à travers tout le pays depuis janvier, dont 27 rien que la semaine passée. Et tout cela n'a qu'un seul objectif, assure Aimé Magera, un porte-parole...

AVRIL 2017 :

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][GUERRE POLITIQUE] [TAXE CNDD-FDD] Burundi: le CNDD-FDD exige des habitants de Citiboke le paiement d'une taxe (RFI 04/04/17)

Les habitants de la province de Cibitoke, dans le nord-ouest du Burundi, parlent d'un véritable racket exercé par le parti au pouvoir. Ils assurent être forcés de payer depuis un mois environ une sorte d'«impôt» pour la construction de la permanence communale du parti CNDD-FDD, qu'ils soient membres de ce parti ou pas, alors qu'ils sont frappés de plein fouet par une grave récession économique conséquence de la crise que traverse ce pays depuis près de deux ans. Plusieurs témoins contactés par téléphone se disent ...

[BBC] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE USA-SOROS] [GUERRE HUMANITAIRE] [IMBONERAKURE] Une vidéo fait polémique au Burundi (BBC 05/04/17)

Au Burundi, une vidéo qui montre plusieurs groupes d'imbonerakures en train d'entonner une chanson qui les incite à engrosser les opposantes à Pierre Nkurunziza, fait polémique. Les Imbonerakures sont considérés comme une milice du parti au pouvoir. Dans la vidéo, plusieurs groupes de jeunes favorables au régime en place au Burundi entonnent une chanson en kirundi, la langue locale, pendant plus de deux minutes. Les paroles de la chanson les encouragent à engrosser les opposantes pour qu'elles enfantent des imbonerakures. Cette vidéo a suscité des vives critiques sur les réseaux sociaux, d'autant plus que ces jeunes sont souvent accusés de viols .

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][GUERRE POLITIQUE] [OLUCOME] Burundi: le CNDD-FDD, un parti-Etat?

(RFI 05/04/17) Au Burundi, alors que la population se plaint d'être « rackettée » par le CNDD-FDD - de devoir payer des cotisations obligatoires au parti -, l'opposition dénonce une « dérive totalitaire » du parti au pouvoir qui se confondrait avec l'appareil étatique pour contrôler tous les aspects de la société burundaise. Le parti, s'il concède que des « bavures » peuvent être le fait d'éléments isolés, rejette en bloc ces accusations et les attribue au complot international dont serait victime le pays. « C'est un système d'extorsion généralisée », selon l'Olucome, une ONG

burundaise de lutte contre la corruption. L'argent, des cotisations obligatoires, servirait à financer les activités du CNDD-FDD ainsi que les monuments à sa gloire qui « poussent...

[DW] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE USA-SOROS] [ONU-GENEVE -USA-SOROS] [GUERRE HUMANITAIRE] Burundi : les enquêteurs de l'ONU empêchés dans leur travail (Dw-World 05/04/17)

Le Coordinateur Général de ONELOP, M. Gilbert-Bécaud Njangwa.

La situation des droits de l'homme au Burundi préoccupe les Nations unies. La Commission qui enquête sur les violations des droits humains dans le pays se heurte, cependant, au manque de coopération des autorités.

"Ces enquêteurs ne sont pas importants" (Gilbert Bécaud, ONELOP)

Une commission onusienne d'enquête sur les violations des droits humains au Burundi est à l'œuvre mais le gouvernement refuse de coopérer, avec elle, dans ce travail. Les enquêteurs collectent des témoignages dans les pays voisins dont la RDC, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda.

Mise en cause par les autorités, il est difficile pour la commission de se rendre au Burundi pour mener ses recherches. La mouvance présidentielle est jusqu'ici défavorable à ce genre d'enquêtes et nie les violations des droits humains quand ses opposants saluent le travail de la commission malgré les difficiles conditions.

Lire la suite :

<http://www.dw.com/fr/burundi-les-enqu%C3%AAteurs-de-lonu-emp%C3%ACh%C3%A9s-dans-leur-travail/a-38301224>

[JEUNE AFRIQUE] [FRANCE] [RWANDA] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE] [SECURITE] [REBELLION] [MSD] Burundi : le gouvernement suspend le parti d'opposition MSD pour six mois et l'oblige à fermer ses permanences (Jeune Afrique 14/04/17)

Le parti d'opposition MSD (Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie) a été suspendu sur décision du gouvernement au début du mois et ses locaux doivent désormais être fermés. Le pouvoir accuse Alexis Sinduhije, son président-fondateur, de "vouloir combattre le Burundi" après avoir formé un groupe armé. Prise le 4 avril dernier, la décision comporte trois grandes accusations. « Le Parti MSD s'est engagé à former un groupe armé pour combattre le Burundi [...], continue à violer la loi sur les ...

[IWACU] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE POLITIQUE] [SECURITE][ICG] La grande muette en crise?

(Iwacu 18/04/17) Dans son dernier rapport, l'International Crisis Group parle de purges et de désertions au sein de l'armée burundaise. Le porte-parole de cette institution parle de mensonges. Selon ICG, la polarisation politique et ethnique a atteint l'armée burundaise, mais cette dernière réfute. Selon ICG, la polarisation politique et ethnique a atteint l'armée burundaise, mais cette dernière réfute «La peur d'être tué renforce le mouvement de désertions observé dans l'armée burundaise depuis 2015. Selon des sources militaires burundaises, entre 600 et 2 000 hommes auraient fait défection depuis le début de la crise», écrit ICG dans son rapport intitulé «Burundi : l'armée dans la crise», sorti le 5 avril 2017. Sont cités les noms de certains officiers de haut rang qui auraient...

[LE SOIR] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGE][GUERRE HUMANITAIRE] [HCDH/ONU-SOROS] [IMBONERAKURE] L'ONU tire la sonnette d'alarme contre les milices burundaises

(Le Soir 19/04/17) Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, dénonce la multiplication d'incidents dans lesquels les Imbonerakure, la ligue de jeunesse du parti au pouvoir au Burundi, appellent au « viol » d'opposantes. Le précédent rwandais reste encore dans toutes les têtes. La situation continue de se détériorer au Burundi. Mardi, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le prince jordanien Zeid Ra'ad Al Hussein, a dénoncé les appels au meurtre et au viol d'opposants par les milices gouvernementales Imbonerakure, la ligue de jeunesse du parti au pouvoir (CNDD-FDD), à la solde du président Pierre Nkurunziza. Dans plusieurs provinces de ce petit pays d'Afrique de l'est, ces jeunes fanatisés par le régime reprennent des chansons..

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][GUERRE HUMANITAIRE] [HCDH/ONU-SOROS] [IMBONERAKURE] Burundi: l'ONU s'inquiète des slogans et des appels à la haine et à la violence (RFI 20/04/17)

Le Haut-commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme dénonce les appels à la haine et la violence pratiqués lors de rassemblements dans plusieurs provinces du Burundi. D'après le HCDH, les Imbonerakure, la ligue des jeunes du CNDD-FDD, mais également des responsables du parti au pouvoir ou de l'administration ont tenu de tels propos. Le Haut-commissariat pour les droits de l'homme (HCDH) parle d'une campagne de terreur. Sous les yeux des autorités, des centaines d'Imbonerakure.

[RTBF] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGE][GUERRE HUMANITAIRE] [IMBONERAKURE] Burundi: les Imbonerakure appellent au viol (RTBF 27/04/17)

Diffusée au début du mois, une vidéo embarrasse le gouvernement. Devant un local du parti du pouvoir, le CNDD-FDD, on découvre une longue colonne de jeunes gens, non armés, vêtus les uns de T-shirts rouge, les autres en bleu. Ils ne sont pas armés. Ils s'échauffent en dansant sur place et en scandant une formule en kirundi. Juliette Nijimbere, une des Burundaises de Belgique qui ont choisi de diffuser la vidéo pour mettre en lumière les appels au crime des Imbonerakure explique : "Ils ont l'habitude de s'entraîner à chanter des slogans, chaque fois définis par le Parti CNDD-FDD (Conseil National de Défense de la Démocratie - Forces pour la Défense de la Démocratie). Leur but c'est d'intimider la...

[LE MONDE] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE - USA/SOROS][SECURITE] [RWANDA] [ONU] Le Burundi refuse un convoi d'aide en provenance du Rwanda

(Le Monde 27/04/17) Le Programme alimentaire mondial estime que 3 millions de Burundais ont besoin d'un secours d'urgence alors que le pays traverse une grave crise politique depuis deux ans. En octobre 2015, des Burundais fuient la répression des manifestations qui ont suivi la réélection contestée pour un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Les autorités burundaises ont refusé l'entrée sur leur territoire d'un convoi d'aide alimentaire en provenance du Rwanda, pays qu'elles accusent d'attiser la crise politique au Burundi, a-t-on appris mardi 25 avril auprès de l'ONU et de la police. Le convoi de dix camions transportant 300 tonnes de nourriture est arrivé vendredi à la frontière entre le Rwanda et le Burundi. « Les formalités douanières ont été faites mais la...

[LIBERATION] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][GUERRE HUMANITAIRE] Burundi : «Le pouvoir qui peut faire disparaître n'importe qui» (Libération 27/04/17)

Arrestations, chantage, disparitions. Face aux méthodes du pouvoir, les étudiants burundais n'ont d'autres choix que souplesse et discipline. Burundi : «Le pouvoir qui peut faire disparaître n'importe qui» Le climat politique et social burundais est à la peur. Depuis sa réélection contestée en juillet 2015 pour un troisième mandat, le président Pierre Nkurunziza ne tolère plus la moindre contestation. Les arrestations arbitraires et disparitions d'opposants se sont multipliées. La répression a fait plus de 2 000 morts et plus de 400 000 Burundais et près de 2 000 militaires ont fui le pays selon un récent rapport de l'International Crisis Group. Depuis octobre 2016, l'ONU estime à 200 le nombre de disparitions. Dans ce climat de tension généralisée, les étudiants...

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [SECURITE] [LIEN AVEC DES REBELLES ANTI-BURUNDI] [FDP] [LES REFUGIES BURUNDAIS AU RWANDA] Les Burundais au Rwanda: "Réfugiés mais pas condamnés à mort!"

(AFP 29/04/17) A l'ombre du stade national Amahoro, à Kigali, les chaises et tables en plastique rouge de la terrasse d'un bar-restaurant accueillent des réfugiés burundais. Ils se désaltèrent, mangent et parlent du pays, en proie depuis deux ans à une grave crise émaillée de violences. A l'intérieur, une chaîne hi-fi crache un morceau d'un groupe de reggae burundais. Le nom de l'établissement, qui se détache en lettres capitales sur la devanture, n'a pas été choisi par hasard: "Imuhira", signifiant "A la maison" en kirundi, la langue officielle au Burundi. L'Imuhira, un bâtiment de plain-pied coincé entre d'autres bars, a été ouvert il y a un mois dans la capitale rwandaise par des réfugiés burundais regroupés en coopérative. Car, après deux ans...

MAI 2017 :

[IWACU] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE POLITIQUE] [SECURITE][REBELLION][MSD] Bruxelles : des slogans hostiles à Nkurunziza scandés devant l'ambassade du Burundi

(Iwacu 03/05/17)

Une centaine de membres et de sympathisants du Mouvement pour la Solidarité et le Développement (MSD) venus des quatre coins de l'Europe ont organisé dans l'après-midi de ce samedi 29 avril une manifestation devant l'ambassade du Burundi à Bruxelles. Des membres et des sympathisants du MSD devant l'ambassade du Burundi à Bruxelles Des membres et des sympathisants du MSD devant l'ambassade du Burundi à Bruxelles C'est à gorge déployée que tout ce monde a entonné la chanson, "Temba, temba" de ralliement de tous les Burundais opposés au troisième mandat du président Nkurunziza devenu leur "hymne". Ces manifestants brandissaient des pancartes, le drapeau du Burundi et celui du MSD. Selon les organisateurs de ce rassemblement, l'objectif était de « célébrer le deuxième...

[DW] [MEDIA][GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE HUMANITAIRE] [SOCIETE CIVILE HIMA BURUNDAISE EN EXIL] [GENOCIDE] "Des mécanismes génocidaires sont en place au Burundi"

(Dw-World 04/05/17)

Teddy Mazina, journaliste et activiste burundais, est en exil en raison de la crise politique que vit son pays depuis deux ans. Au début de la contestation, fin avril 2015, il était omniprésent dans les troubles afin de les documenter, avant de rentrer dans la clandestinité. Depuis, il essaie de documenter les disparitions, les enlèvements et les assassinats qui sont devenus monnaie courante. <http://www.dw.com/fr/des-m%C3%A9canismes-g%C3%A9nocidaires-sont-en-place-au-burundi/av-38675088>

[DW] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE VATICAN] [GUERRE POLITIQUE] [DIALOGUE INCLUSIF] Les évêques du Burundi pour un dialogue inclusif (Dw-World 06/05/17)

L'Eglise catholique burundaise souvent critiquée pour son mutisme, dit prôner un dialogue inclusif. Pour la Conférence épiscopale, l'Eglise est prête et joue déjà sa partition en vue d'un règlement pacifique de la crise. Les responsables de l'Eglise catholique du Burundi ont rencontré jeudi la délégation de la facilitation qui séjourne à Bujumbura. La facilitation a eu également des entretiens avec des responsables de la société civile, qui n'ont pas pu se rendre à Arusha pour la dernière session de dialogue. Ecoutez Monseigneur Joachim Ntahondereye, président de la Conférence des Évêques Catholiques du Burundi en cliquant sur l'image. Après Bujumbura, la délégation du facilitateur Benjamin Mkapa va se rendre à Kampala en Ouganda pour recevoir les doléances des opposants en exil.

[DW] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE HUMANITAIRE] [SOCIETE CIVILE HIMA BURUNDAISE EN EXIL] [FOCODE] Disparitions forcées au Burundi (Dw-World 12/05/17)

La 112ème session du Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées et involontaires s'est ouverte. Dès jeudi, la société civile burundaise fera un plaidoyer auprès des experts. "Au niveau du FOCODE, nous avons reçu 150 cas qui nous ont été envoyés par des familles des victimes" (Pacifique Nininahazwe) Des associations de la société civile burundaise réclament que toute la lumière soit faite sur les disparitions forcées non-élucidées. Entre 300 et 900 cas auraient été recensés depuis le début de la crise, en avril 2015. Le président du FOCODE, Forum pour la conscience et le développement, Pacifique Nininahazwe promet, preuves à l'appui, de prouver la responsabilité des autorités dans ces disparitions: "Au niveau du FOCODE, nous avons reçu...

[JEUNE AFRIQUE] [FRANCE] [RWANDA] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE] [LIEN AVEC LE COUP D'ETAT DE 2015] [NIYOMBARA] « Pourquoi nous avons décidé de passer à l'action » : Godefroid Niyombare livre sa version du coup d'État de 2015 au Burundi (Jeune Afrique 16/05/17)

Ancien chef d'état-major aujourd'hui en exil, Godefroid Niyombare livre à JA les dessous du coup d'État manqué qu'il a mené contre Pierre Nkurunziza en mai 2015. Et son nouveau plan de bataille. La dernière fois qu'il s'est exprimé, c'était le 14 mai 2015, dans le tumulte du coup d'État qu'il avait lancé la veille contre le président burundais, Pierre Nkurunziza, alors en course pour un troisième mandat présidentiel. « En violation de la Constitution », affirmait à l'époque le général Godefroid Niyombare, qui avait annoncé prématurément, quelques heures plus tôt, la destitution du chef de l'État. Dès le lendemain, l'un des conjurés confirmait à l'AFP l'échec de leur entreprise : « Nous avons décidé de nous rendre. J'espère qu'ils ne vont...

[IWACU] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE HIMA BURUNDAISE EN EXIL] [NEGOCIATION] Sécurité des leaders de la société civile en exil: Mkapa s'en lave les mains (Iwacu 17/05/17)

Les représentants de la société civile en exil se disent inquiets pour la sécurité de leurs délégués à la session de consultations à Entebbe organisée par la facilitation du 24 au 25 mai prochain.

Ils déplorent qu'elle se décharge de la responsabilité de leur sécurité. «Une clause pareille, constitue, à elle seule, un risque évident dans un contexte où des délégués de la Société civile ont failli se faire arrêter illégalement à Arusha alors qu'ils participaient au dialogue inter-burundais», lit-on dans une lettre envoyée, ce mardi 15 mai, au facilitateur tanzanien, Benjamin Mkapa.

Et de faire savoir qu'il n'est pas normal que son équipe leur demande de désigner des représentants qui ne sont pas placés sous mandat d'arrêt. «L'équipe de la facilitation n'est pas sans ignorer que ces prétendus mandats d'arrêts fantaisistes ont été effectivement émis par une partie au conflit en l'occurrence le gouvernement».

Sur l'invitation, la facilitation informe que ni son bureau, ni l'ONU, ni l'UA encore moins l'EAC, ... ne sont garants de la sécurité des représentants de la société civile invités à cette rencontre.

Les organisations dont les présidents ont signé la correspondance sont l'ABR, Acat, Aprodh, Focode, Forsc et l'OPB.

[BBC] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE USA/SOROS -UK] [RWANDA] [GUERRE POLITIQUE] [NEGOCIATION] Au Burundi, des membres de la société civile en exil ont dénoncé l'exclusion de plusieurs leaders de la société civile des pourparlers qui seront organisés la semaine prochaine à Entebbe en Ouganda.

Ils ont envoyé mardi une correspondance à l'ancien président Benjamin Mpaka, facilitateur dans la crise burundaise.

Dans la correspondance, ils déplorent la demande faite par l'équipe du facilitateur à certaines associations de désigner des représentants qui ne sont pas placés sous les mandats d'arrêt lancés par Bujumbura.

Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis la décision en avril 2015 de Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat. Une crise qui a coûté la vie au moins 400 personnes, selon l'ONU et fait plus de 300 000 déplacés.

<http://www.bbc.com/afrique/region-39949174>

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [SECURITE] [LIEN AVEC DES REBELLES ANTI-BURUNDI] [FPB] Burundi: huit blessés dans l'explosion d'une grenade à Bujumbura

(AFP 22/05/17) Huit personnes ont été blessées dimanche soir par l'explosion d'une grenade dans un quartier du nord de Bujumbura, considéré comme un fief du CNDD-FDD, le parti au pouvoir au Burundi, a-t-on appris lundi auprès de la police et de témoins. "Hier (dimanche), 19h40 à Kamenge (...), devant (le) domicile du chef de zone, (un) jet d'une grenade (par) un criminel (a fait) 8 blessés dont 3 enfants et 1 femme", a annoncé le porte-parole de la police, Pierre Nkurikiye, sur son compte Twitter. Les habitants de Kamenge s'inquiètent de la multiplication d'incidents dans ce quartier qui avait jusque-là été...

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [GUERRE POLITIQUE] Burundi: l'union libre et le concubinage dans le viseur du gouvernement

(RFI 26/05/17)

Après un discours du président burundais Pierre Nkurunziza le 1er mai, qui a demandé que tous les couples du pays en union libre se marient, mais aussi, que les hommes mariés qui vivraient avec une concubine, mettent un terme à cette relation, l'administration du Burundi n'a pas tardé à mettre en marche une « campagne de moralisation de la société » qui passe notamment par des pressions exercées sur ces couples. Comment cela se traduit-il concrètement sur le terrain? Témoignages recueillis par téléphone par RFI sur la colline de Rusuguti, dans la province de Ngozi, dans le nord du pays. La pression est énorme sur ces couples qui vivent en union libre ou en concubinage, surtout à l'intérieur du pays...

[VOA] [MEDIA] [HCR] [GUERRE HUMANITAIRE] [USA-SOROS] Plus de 400.000 personnes ont fui le Burundi depuis avril 2015

(La Voix de l'Amérique 24/05/17)

Le porte-parole de l'HCR, Babar Baloch, a partagé l'inquiétude de l'ONU sur la situation au Burundi lors d'une conférence de presse à Genève. Depuis 2015, plus de 410 000 personnes ont fui leurs maisons. "La Tanzanie accueille la majorité des réfugiés burundais, dont 249 000 ont déjà été accueillis dans trois camps surpeuplés. Le Rwanda accueille quelque 84 000 réfugiés avec 45 000 autres en Ouganda et quelque 41 000 en République démocratique du Congo", a annoncé le porte-parole de l'HCR Babar Baloch. Le HCR a réactualisé ses besoins de financement pour la situation du Burundi: 250 millions de dollars contre 214 millions sont maintenant nécessaires. Néanmoins, l'organisation internationale n'a reçu que 2 % du montant. "L'éducation des enfants réfugiés..."

[IWACU] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE POLITIQUE] [OLUCOME] Gabriel Rufyiri : «Il faut arrêter le processus d'amendement de la Constitution» (Iwacu 23/05/17)

L'Organisation de lutte contre la corruption et des malversations économiques (Olucome) demande à la facilitation dans la crise burundaise de s'investir pour arrêter le processus d'amendement de la Constitution avant que les clauses du dialogue externe ne l'autorisent. Dans un communiqué sorti ce mardi 23 mai, Gabriel Rufyiri, président de l'Olucome, en appelle également à l'arrêt de l'adoption « des lois qui mettent en danger les Burundais ». Cet activiste de la société civile fait notamment allusion au projet de loi, récemment adopté par le conseil des ministres, qui autorise la perquisition nocturne sans mandat. En outre, M. Rufyiri met l'accent sur la réouverture des radios privées, la libération inconditionnelle des prisonniers politiques, l'annulation des mandats d'arrêt contre certains leaders...

JUIN 2017 :

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][SECURITE] [FINANCEMENT COUP D'ETAT 2015 PAR L'UNION EUROPEENE] Burundi: l'UE récuse les accusations de déstabilisation de Bujumbura (RFI 08/06/17)

Le gouvernement du Burundi, qui traverse une grave crise politique depuis plus de deux ans, s'en est pris violemment à l'Union européenne, en l'accusant dans un communiqué lu à la radiotélévision nationale d'avoir participé et financé la déstabilisation de ce pays, en se basant sur des documents qui montrent que l'UE avait financé l'exfiltration du Burundi de défenseurs de droits humains dont la vie était menacée. Bruxelles a dénoncé mercredi 7 juin de «—fausses accusations—».

Pour Bujumbura, ces documents sont la preuve que l'Union européenne a financé dès 2014 ceux qui ont orchestré la déstabilisation du Burundi quelques mois plus tard. Une allusion à la crise née de la contestation du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza.

« Dans ces documents en circulation, il est rapporté que l'Union européenne a procédé à des financements à l'endroit des personnes physiques ou morales impliquées dans la déstabilisation politique du Burundi et actuellement sous mandat d'arrêt émis par la justice burundaise », a déclaré mardi le porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba.

De quoi accrédi-ter aux yeux du gouvernement l'idée que l'UE serait derrière ce que le pouvoir appelle une tentative d'« opérer un changement de régime au Burundi », c'est-à-dire la tentative de coup d'Etat de mai 2015.

« Interprétation erronée » du programme de soutien

L'Union européenne a réagi mercredi soir et elle a rejeté catégoriquement ce qu'elle qualifie de « fausses accusations ». L'une de ses porte-parole explique qu'il s'agit dans ce cas d'un programme

tout ce qu'il y a d'officiel, dont l'objectif est de venir en aide à des défenseurs des droits en difficulté.

Lire sur: <http://www.rfi.fr/afrique/20170607-burundi-ue-recuse-accusations-destabilisation-bujumbura>

Accusation de déstabilisation du Burundi : la fébrile défense de l'Union européenne
(La Tribune 08/06/17)

La riposte aura pris du temps mais l'UE a enfin réagi. Deux jours après les accusations du Burundi qui voit la main de l'Union européenne (UE) dans une déstabilisation du pays via la participation et le financement des personnalités dans la tentative de coup d'Etat contre Pierre Nkurunziza. « Faux ! », rétorque l'organisation européenne qui se retranche derrière une mauvaise interprétation de Bujumbura de son programme de soutien à la démocratie. Mais est-ce suffisant pour convaincre ? Rien n'est moins sûr.

Coup pour coup. L'UE répond au communiqué au vitriol du gouvernement burundais qui affirmait détenir des preuves de son implication présumée dans une tentative de déstabilisation du pays notamment un changement de régime.

« L'Union européenne récuse les fausses accusations de volonté de déstabilisation du Burundi », réplique, dans un communiqué, la Délégation de l'Union européenne en accord avec les Chefs de Mission européens dans le pays. Toujours selon ce démenti formel et officiel, les accusations de Bujumbura prennent source dans « une interprétation volontairement erronée d'un programme de soutien aux défenseurs des droits de l'homme ».

En clair, Bruxelles renverse l'accusation contre Bujumbura en lui reprochant de ne pas comprendre son programme « Protecteurs des défenseurs ». Ce dernier offre une assistance permanente aux activistes des droits de l'Homme et même des « subventions d'urgence qui permettent aux défenseurs des droits de l'homme d'avoir accès à des mesures de sécurité urgentes et de les mettre en place afin de se protéger eux-mêmes, ainsi que leur famille et leur travail ».

Pour la représentation diplomatique européenne au Burundi, c'est donc via ce canal officiel connu des autorités que l'UE a apporté des aides à des activistes en difficulté. « La politique extérieure de l'UE est fondée sur la promotion des droits de l'homme à travers le monde, et la protection de leurs défenseurs », argue encore la délégation de l'UE au Burundi.

Lire sur: <http://afrique.latribune.fr/politique/2017-06-08/accusation-de-destabilisation-du-burundi-la-febrile-defense-de-l-union-europeenne-734044.html>

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [GUERRE HUMANITAIRE] [ONU - FRANCE AFRIQUE] Burundi: la mise en garde de Bujumbura à l'envoyé spécial de l'ONU Kafando

(RFI 30/06/17)

L'envoyé spécial des Nations unies au Burundi, Michel Kafando, a terminé jeudi 29 juin sa première visite au Burundi avant de poursuivre sa tournée par les pays voisins où il va rencontrer l'équipe de médiateurs régionaux. Il s'agissait d'une visite de « courtoisie » en vue d'un premier contact avec les autorités du Burundi, un pays qui traverse une grave crise politique depuis que le président Pierre Nkurunziza a décidé de briguer un 3e mandat il y a plus de deux ans. Le dialogue de sortie de crise est totalement en panne, ...

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [GUERRE POLITIQUE] [FNL-AMIZERO]

Burundi: interdiction d'une conférence de presse de députés de l'opposition

(RFI 12/06/17)

Au Burundi, le maire de Bujumbura a interdit, vendredi 9 juin, l'organisation d'une conférence de presse du groupe parlementaire Amizero y'abarundi. Ils sont une trentaine de députés, issus de l'ex-rébellion hutu des Forces nationales de libération (FNL) d'Agathon Rwasa, d'une part et de l'ancien parti unique majoritairement tutsi, l'Union pour le progrès national (Uprona), d'autre part. Le maire de la capitale a expliqué que cette coalition n'avait pas d'existence légale et que par conséquent, à ce titre, ses députés ne pouvaient s'exprimer publiquement. Du côté des FNL, on parle de décision dictatoriale et absurde. Le couperet est tombé vendredi soir. Raison invoquée par le maire de Bujumbura : Amizero y'abarundi est une coalition formée pendant la période électorale de 2005...

JUILLET 2017 :

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [GUERRE HUMANITAIRE] [PARCEM] Burundi: l'ONG Parcem demande la «libération provisoire» de ses collaborateurs (RFI 01/07/17)

Au Burundi, trois membres de l'ONG Parcem, l'une des toutes dernières ONG indépendantes à travailler sur le territoire burundais, sont détenus dans la prison de Mpimba dans la capitale. Dans un communiqué publié vendredi 30 juin, l'association demande la « libération provisoire » de ses trois collaborateurs arrêtés cette semaine dans la province de Muramvya par les services secrets burundais. Ils ont été arrêtés alors qu'ils organisaient un atelier de sensibilisation sur les arrestations arbitraires auquel devaient participer des représentants...

[FIDH - FRANCE] [LE POINT] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][GUERRE HUMANITAIRE] Burundi - Philippe Hugon : "Le régime de Nkurunziza est à la dérive" (Le Point 17/07/17)

Épuration ethnique de l'armée, opposants réduits au silence, populations civiles attaquées... Pas de doute pour la Fédération internationale des droits de l'homme, le régime burundais s'enfonce dans la violence et transforme le pays en dictature. Dans son dernier rapport publié le 4 juillet dernier avec l'aide d'organisations partenaires locales, la Fidh avertit la communauté internationale sur les violences persistantes dans l'ensemble du pays. Elle pointe du doigt « le manque de fermeté de la communauté internationale et son incapacité à mettre en œuvre ses propres décisions – notamment les mesures de protection des populations civiles et la relance du dialogue politique ». Le pays traverse une grave crise depuis la décision de Pierre Nkurunziza, en avril 2015, de briguer un...

[BBC] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE USA/SOROS -UK] [RWANDA] [GUERRE HUMANITAIRE] Kafando "optimiste" pour la résolution de la crise au Burundi (BBC 31/07/17)

Le conseil de sécurité de l'ONU a discuté hier de la situation au Burundi où la tension est toujours vive. L'envoyé spécial de l'ONU pour le Burundi, Michel Kafando a présenté hier au conseil de sécurité à New York son premier briefing sur la situation du pays. Ce briefing fait suite à son récent déplacement à Bujumbura. Michel Kafando estime que pour une sortie de crise, le gouvernement burundais doit accepter le dialogue inclusif. Il dit avoir rencontré l'ensemble des personnalités

impliquées dans cette crise. Rencontre qui lui a permis de retenir quelques pistes de sortie de crise dont le dialogue avec...

[FIDH - FRANCE] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][GUERRE HUMANITAIRE]

Burundi : La CNIDH accuse la FIDH de semer de fausses informations

(Burundi– AGnews 31/07/17)

La Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) a indiqué, en ce mois de juillet 2017, que ce sont les fausses informations sur le Burundi véhiculées par certaines organisations comme la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH – ONG Française), qui ont été à la base des sanctions injustes prises, au mépris des principes de justice, par les partenaires occidentaux du Burundi. A Bujumbura, ce vendredi 28 juillet 2017, lors d'une déclaration sur la situation sécuritaire et des Droits de l'Homme au Burundi, M. BARIBONEKEZA Jean-Baptiste, Président de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) au Burundi, a informé, en ce mois de juillet 2017, que ce sont les fausses informations véhiculées par certaines...

[LA LIBRE] [MEDIA] [BELGIQUE] Crise au Burundi – Le prochain sommet du Comesa délocalisé de Bujumbura à Lusaka

(La Libre 31/07/17)

Le Burundi, petit pays d'Afrique centrale plongé depuis plus de deux ans dans une profonde crise politique, n'est pas en mesure d'accueillir le prochain sommet des dirigeants du Marché commun des États d'Afrique australe et de l'Est (Comesa), qui se tiendra dès lors en Zambie, a rapporté dimanche le site d'informations SOS Medias Burundi, citant des sources officielles. Dans une correspondance adressée au ministre burundais du Commerce et du Tourisme, le secrétariat général du Comesa estime que le Burundi ne remplit pas les critères exigés par l'organisation du sommet des chefs d'États prévu en octobre prochain. Parmi les raisons invoquées figure le fait que le Burundi ne dispose pas d'un parc automobile suffisant pour assurer le transport des hôtes de...

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][SECURITE] [LIEN AVEC DES REBELLES ANTI-BURUNDI] [MSD] Alexis Sinduhije, opposant burundais en exil: «Je me sens assez souvent impuissant»

(RFI 18/07/17)

Au Burundi, le parti du Mouvement pour la solidarité et le développement (MSD) a récemment rendu publique une « feuille de route » présentant son analyse et ses propositions pour sortir de la crise politique que connaît le pays depuis plus de deux ans. Il s'agit d'une série de recommandations adressées aux chefs d'Etat de la région. Un moyen pour son président en exil, Alexis Sinduhije, véritable bête noire du régime de Bujumbura qui l'accuse d'avoir participé à la tentative de putsch du 13 mai 2015, de revenir sur le devant de la scène politique et d'améliorer une image écornée par les sanctions américaines qui pèsent sur lui et par les rapports qui l'accusent d'être à la tête d'une rébellion...

AOUT 2017 :

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [ONU - RESEAU FRANCE AFRIQUE] [GUERRE HUMANITAIRE] Burundi: l'ONU laisse la porte ouverte au dialogue pour Michel Kafando
(RFI 03/08/17)

Un an après le vote de la résolution 2303 qui demandait le déploiement de 228 policiers au Burundi, les diplomates ont estimé que son mandat était toujours valable faute d'avoir pu envoyer un seul homme sur le terrain. A la place, l'ONU a marqué cette date anniversaire à travers une déclaration présidentielle rappelant Bujumbura à ses obligations et qui marque l'unité du Conseil de sécurité après des mois de divisions. Mais le ton de cette déclaration est étonnamment nuancé. Avec notre correspondante à New York, Marie Bourreau Albert Shingiro, l'ambassadeur burundais à l'ONU veut y voir la reconnaissance des développements positifs sur le terrain. Mais les diplomates, eux, assurent que le Burundi reste sous le radar du Conseil de sécurité...

[JEUNE AFRIQUE] [FRANCE] [RWANDA] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE] [GUERRE HUMANITAIRE] [Pierre Claver Mbonimpa] [Antoine Kaburahe] Burundi : ce qu'il faut retenir de « Rester debout », un livre consacré à Pierre Claver Mbonimpa
(Jeune Afrique 17/08/17)

« Rester debout » est un livre regroupant les entretiens menés par le journaliste écrivain Antoine Kaburahe avec l'activiste burundais Pierre Claver Mbonimpa. L'ouvrage vient d'être publié aux éditions Iwacu, en Belgique. Rester debout est l'histoire d'un gamin innocent, brillant en classe, qui veut devenir prêtre. Recalé au séminaire, il rêve ensuite de devenir technicien topographe. Mais là aussi, son rêve est brisé. Pierre Claver Mbonimpa ne sera jamais topographe. À la place, il deviendra l'activiste aguerris, écouté et respecté que l'on connaît aujourd'hui et qu'on surnomme le « Mandela burundais », au regard de son parcours périlleux et son courage inégalable. Dans un exercice de questions-réponses, mené par le journaliste-écrivain Antoine Kaburahe, Mutama (le vieux), comme on le surnomme...

[IWACU] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE POLITIQUE] [GUERRE HUMANITAIRE] [REFUGIES] [HCR] Timide début de rapatriement des réfugiés
(Iwacu 22/08/17)

Le gouvernement du Burundi, la RDC et le HCR ont lancé ce lundi 14 août, un projet pilote pour un retour volontaire des réfugiés burundais. Lundi 14 août, vers 11h, l'officier de police à la frontière signale que le convoi du HCR s'apprête à quitter Lusenda. L'attente s'annonce longue. Vers 14h30, des officiels arrivent sur les lieux. En tête Thérance Ntahiraja, porte-parole du ministère de l'Intérieur et de la formation patriotique, Nadine Gacuti, gouverneure de Bujumbura et une délégation du bureau du HCR au Burundi. La circulation est alors bloquée. De l'autre ...

[IWACU] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE POLITIQUE] [GUERRE HUMANITAIRE] [IMBONERAKURE] Université du Burundi : polémique autour des rondes nocturnes
(Iwacu 24/08/17)

Des étudiants se réclamant du parti Cndd-Fdd sont pointés du doigt dans l'intimidation de leurs condisciples au campus Mutanga. Le chargé de la sécurité dément. «Ils circulent avec des gourdins en groupes de 3 ou de 4. Ils n'hésitent pas à tabasser toute personne qui entre au campus. Ils font la pluie et le beau temps.» Ce sont des accusations des étudiants logés au campus Mutanga contre les étudiants Imbonerakure. Selon eux, un grand nombre se concentre au niveau de l'entrée qui donne sur la 9ème avenue de la zone Nyakabiga aux environs de 23heures. Des sources sous anonymat

soutiennent que ces jeunes règnent en maîtres. «Ils se comportent en vraie force de l'ordre parallèle.» D'après les témoignages des étudiants,...

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [IRRI][GUERRE HUMANITAIRE] [IMBONERAKURE] Burundi: un rapport pointe du doigt les violences des Imbonerakure (RFI 25/08/17)

Au Burundi, le gouvernement a appelé ces dernières semaines les réfugiés en exil à rentrer au pays, arguant que le pays est désormais pacifié et sûr. Faux, répond l'Initiative internationale sur les droits des réfugiés (Irri). Dans un rapport publié ce jeudi 24 août, l'ONG a recueilli les témoignages de Burundais en exil : elle dénonce les tortures et la répression des opposants et pointe du doigt les Imbonerakure, la section jeunesse du parti au pouvoir. « J'ai fui, parce que j'avais peur de mourir », c'est le nom du rapport écrit par l'Irri qui dénonce les agissements des Imbonerakure. Pour Thijs Van Laer, porte-parole de l'ONG, ces militants se sont transformés en ce qu'il qualifie désormais de « milice..

[JEUNE AFRIQUE] [FRANCE] [RWANDA] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE] [GUERRE HUMANITAIRE] Burundi : la CPI pourra-t-elle ouvrir une enquête avant le retrait de Bujumbura du statut de Rome le 27 octobre ? (Jeune Afrique 26/08/17)

Plusieurs organisations de la société civile burundaises ont lancé le 17 juillet une campagne pour demander à la Cour pénale internationale (CPI) d'ouvrir une enquête sur le Burundi avant le 27 octobre, date à laquelle le pays a prévu de se retirer du Statut de Rome. Selon des juristes burundais et internationaux, la CPI a la possibilité d'ouvrir une enquête sur les crimes commis dans le pays depuis avril 2015, avant son retrait. Le 27 octobre, le Burundi quittera officiellement la Cour pénale internationale (CPI). C'est à cette date que le retrait du Statut de Rome, décidée par le président Pierre Nkruruziza, sera effectif – même si une loi a été promulguée dès le 18 octobre 2018. Dès lors, quid...

[HCR/ONU] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [GUERRE HUMANITAIRE] Burundi : Le HCR bloque le retour de plus 8.000 réfugiés en Tanzanie (Burundi- AGnews 28/08/17)

Le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unis (HCR) bloque plus de 8.000 réfugiés Burundais qui souhaitent rentrer volontairement chez eux au Burundi depuis juillet 2017. Au camp de réfugiés de Nduta dans la région occidentale de Kigoma, en Tanzanie, ce jeudi 24 août 2017, M. Nchemba Mwigulu, ministre tanzanien de l'Intérieur, a donné 7 jours au Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unis (HCR) pour organiser le rapatriement de plus de 8.000 réfugiés Burundais qui ont demandé de leur plein gré de rentrer chez eux au Burundi, depuis le mois de juillet 2017. M. Nchemba a expliqué que le HCR devait immédiatement commencer à organiser la logistique pour le retour en toute sécurité des réfugiés burundais, car la demande...

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [ACAT][CPI] [GUERRE HUMANITAIRE] Burundi: Rukuki, militant des droits de l'homme «en détention arbitraire» (RFI 28/08/17)

Des experts de l'ONU demandent la libération du militant des droits de l'homme Germain Rukuki. L'ancien trésorier de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) au Burundi est détenu depuis le 13 juillet dernier et accusé d'atteinte à la sécurité de l'État et rébellion. « Nous demandons aux autorités burundaises de libérer M. Rukuki, de garantir en toutes circonstances son intégrité physique et psychologique, de veiller à ce que les procédures engagées à l'encontre de M. Rukuki soient conduites dans le respect du droit à un procès équitable », écrivent les quatre experts

de l'ONU dans un communiqué rendu public vendredi 25 août par le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH). Arrêté le 13 juillet...

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][SECURITE] [LIEN AVEC DES REBELLES ANTI-BURUNDI] [FPB] [CAMPS DE REFUGIE BURUNDI AU CONGO] Burundi: nouveaux leader et nom pour la rébellion des Forebu (AFP 28/08/17)

La rébellion des Forces républicaines du Burundi (Forebu) a annoncé lundi qu'elle changeait de nom pour "mettre fin à la confusion" qui régnait à sa tête et qu'elle serait désormais dirigée par un ancien officier supérieur de l'armée burundaise. Cette rébellion, essentiellement composée de soldats et policiers qui ont déserté les corps de défense du Burundi depuis le début en avril 2015 de la crise politique dans ce pays d'Afrique des Grands lacs, s'appellera désormais les Forces populaires du Burundi (FPB). Ce mouvement passera sous les ordres du général Jérémie Niranyibagira, a annoncé ce dernier dans un enregistrement audio parvenu lundi à l'AFP. Le colonel Edouard Nshimirimana, qui avait annoncé la création des Forebu le 23 décembre 2015, sera son...

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][SECURITE] [LIEN AVEC DES REBELLES ANTI-BURUNDI] [FPB] [CAMPS DE REFUGIE BURUNDI AU CONGO] Burundi: les rebelles du Forebu changent de nom et d'organigramme (RFI 29/08/17)

Dans une déclaration rendue publique dimanche 27 août au soir, la principale rébellion burundaise agissant en RDC, les Forebu, a annoncé leur changement d'appellation et officialisé leur nouvel organigramme. L'ONU estime les effectifs des FPB à plusieurs centaines d'hommes, en majorité des déserteurs de l'armée et de la police burundaise qui seraient installés dans l'est de la RDC dans les territoires d'Uvira et de Fizi. C'est la principale rébellion burundaise dans l'est de la RDC. Les Forebu se nomment désormais les FPB pour « Forces populaires du Burundi ». Fin 2015 le groupe est fondé par un lieutenant-colonel en charge des transmissions à l'état-major : Edouard Nshimirimana, aujourd'hui numéro 2 du mouvement. L'annonce est faite par la voix du numéro...

[JEUNE AFRIQUE] [FRANCE] [RWANDA] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE] [SECURITE] [LIEN AVEC DES REBELLES ANTI-BURUNDI] [FPB] [CAMPS DE REFUGIE BURUNDI AU CONGO] Les rebelles burundais du Forebu changent de nom et nomment à leur tête un ancien haut gradé (Jeune Afrique 30/08/17)

La rébellion des Forces républicaines du Burundi (Forebu) a annoncé lundi qu'elle changeait de nom et qu'elle serait désormais dirigée par un ancien officier supérieur de l'armée burundaise. Le général major Jérémie Ntiranyibagira est le nouveau leader des désormais Forces populaires du Burundi (FPB), dont l'objectif n'a pas changé depuis sa création en 2015 : chasser par les armes le président Pierre Nkurunziza du pouvoir. Essentiellement composé de soldats et de policiers qui ont déserté les corps de défense du Burundi depuis le début en avril 2015 de la crise politique burundaise, le groupe rebelle Forebu qui compte entre 300 et 500 combattants basés au Sud-Kivu, dans l'est de la RDC, selon les experts indépendants de l'ONU, s'appelle désormais les...

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][FOCODE][CPI] [GUERRE HUMANITAIRE] Disparitions forcées: un fléau devenu une routine au Burundi selon les opposants (RFI 30/08/17)

Le 30 août marque la Journée internationale des victimes de disparition forcée. La date retient l'attention au Burundi, où les opposants au troisième mandat du président Nkurunziza sont régulièrement portés disparus. C'est du moins ce qu'affirme le Forum pour la conscience et le développement (Focodé), qui réunit des organisations de la société civile. Au Burundi, les familles qui sont soudain sans nouvelles d'un proche se tournent parfois vers le Focodé. Depuis l'an dernier,

cette organisation a fait enquête sur 150 personnes introuvables. Il s'agissait pour la plupart de manifestants ...

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [FRANCE] [ITEKA - FIDH - FRANCE] [GUERRE HUMANITAIRE] Disparitions au Burundi: une ONG appelle la CPI à ouvrir une enquête

(AFP 30/08/17)

Une ONG burundaise a appelé mercredi la Cour pénale internationale (CPI) à ouvrir une enquête sur les crimes commis au Burundi depuis le début en 2015 de la crise que traverse ce pays, en évoquant des centaines de disparitions forcées recensées.

Le Forum pour la conscience et le développement (Focode) "demande à la CPI de lancer sans délai son enquête avant le 27 octobre 2017" pour les crimes commis au Burundi depuis fin avril 2015, selon un communiqué transmis à l'AFP.

L'ONG appelle la CPI à engager "des poursuites contre leurs auteurs quelle que soit leur position dans les institutions de l'Etat", en évoquant notamment "de nombreux cas de disparitions forcées".

Le Burundi avait notifié formellement aux Nations unies sa décision de se retirer de la CPI le 27 octobre 2016. Ce retrait sera donc effectif un an après, soit le 27 octobre 2017 et la CPI a jusqu'à cette date pour ouvrir une enquête de son propre chef.

Selon des ONG internationale (la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme) et locale (la ligue Iteka), entre 800 et 1.200 personnes ont été victimes de disparitions forcées au Burundi depuis le début de la crise.

Le Focode a déjà "été alerté par la famille ou des amis des victimes pour 150 cas" et a "enquêté sur 40 de ces cas" depuis qu'il a lancé en avril 2016 son Initiative Ndondeza ("Aide-moi à retrouver le mien" en kirundi, la langue nationale), a expliqué à l'AFP son secrétaire exécutif, Gordien Niyungeko.

"Il s'agit d'enquêtes minutieuses et très documentées, grâce aux témoignages et révélations qui nous viennent des informateurs issus de tous les secteurs dont des policiers, des administratifs, (...), et cela au risque de leur vie", a-t-il poursuivi.

Ces informations sont recueillies à travers un dispositif mis en place sur les réseaux sociaux, selon la même source.

Bujumbura a toujours nié ces accusations en expliquant qu'il s'agirait de crimes commis par l'opposition "pour salir le gouvernement burundais".

Le Focode est dirigé par Pacifique Nininahazwe, l'une des figures de la société civile burundaise à la tête de la contestation contre la décision en avril 2015 du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat controversé.

Des manifestations avaient été violemment réprimées et un coup d'État manqué en mai 2015 avait entraîné le pouvoir dans une répression systématique, M. Nkurunziza étant finalement réélu en juillet de la même année.

Les violences qui ont accompagné cette crise ont entraîné de 500 à 2.000 morts, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de cas de disparition forcée et de torture, et ont poussé à l'exil plus de 425.000 Burundais.

SEPTEMBRE 2017 :

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][CPI] [GUERRE HUMANITAIRE] Fatsah Ouguerouz (ONU): au Burundi, «les violations continuent»

(RFI 05/09/17)

Des violations des droits de l'homme relevant du crime contre l'humanité ont bien été commises au Burundi, selon l'ONU. La commission d'enquête des Nations unies sur le Burundi vient de rendre son rapport final. Sa mission était de dresser un état des lieux des violations des droits de l'homme au Burundi depuis le début de la crise en septembre 2015. La commission demande donc à la CPI d'ouvrir une enquête dans les plus brefs délais. Bujumbura n'a pas permis aux enquêteurs de venir travailler dans le pays, mais les enquêteurs ont travaillé dans les pays frontaliers et à distance pour recueillir près de 500 témoignages.

Lire la suite sur: <http://www.rfi.fr/emission/20170905-burundi-fatsah-ouguergouz-onu-violations-continuent>

[IWACU] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE HUMANITAIRE] Bujumbura s'attaque au rapport de l'ONU

(Iwacu 16/09/17)

Il s'active depuis la sortie du rapport de la commission d'enquête. Le gouvernement le qualifie de partial, manipulé et orienté politiquement. Serait-ce suffisant pour échapper à la CPI ? Acculé par la commission d'enquête de l'ONU, Bujumbura est sous tension. De graves accusations telles que 'crimes contre l'humanité ont été lâchées.' Les hautes autorités du pays, jusqu'au président de la République sont impliquées. La commission demande à la Cour pénale internationale d'enquêter. La pilule est difficile à avaler. Le pouvoir a sorti l'artillerie lourde. Les sorties médiatiques se sont enchaînées cette semaine. Lors de la dernière en date, le secrétaire général et porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba, a déclaré que « la commission vient de montrer son agenda caché. »

Il accuse la commission d'avoir confectionné son rapport sur base de témoignages de Burundais en exil. « Ceux-là même impliqués dans la perturbation du pays.» Autre accusation d'après le gouvernement : la commission assure qu'elle n'a pas approfondi ses enquêtes mais affirme pourtant avoir des motifs raisonnables de croire que des crimes contre l'humanité ont été commis.

La liste des griefs est longue notamment le fait que cette commission ait affirmé que des atteintes aux droits de l'Homme aient été commises par l'opposition, bizarrement, 'celles-ci se sont néanmoins avérées difficiles à documenter'. Fort peu convaincant, tranche Philippe Nzobonariba qui parle « Des faits et crimes relevés perpétrés en pleine journée, sous la couverture des caméras des journalistes étrangers, surtout occidentaux.»

Bujumbura retient son souffle

De ces crimes, le porte-parole du gouvernement cite 10 exemples. Cela va notamment de la tentative de lynchage d'un homme du nom d'Olivier Nkundabashaka à l'assassinat d'une jeune fille du nom de Jacqueline Hakizimana à Musaga après avoir subie un viol collectif. Des grenades lancées en plein centre-ville. « Et d'autres cas qualifiés ailleurs d'actes terroristes, mais que vous ne trouverez nulle part dans le rapport déposé par la Commission. »

Selon Philippe Nzobonariba, les conclusions du rapport qui demandent à la CPI d'enquêter sur le Burundi viennent lui fournir des preuves que cette Commission a été créée pour mettre en marche la Cour Pénale Internationale. Le Burundi s'est retiré de la cour à cause de la politisation constatée des rapports sur lesquels se base la CPI pour se lancer.

En conclusion, le gouvernement demande au Conseil de Sécurité des Nations Unies de ne pas tenir compte des recommandations de la commission.

Bujumbura retient donc son souffle. Le Conseil des droits de l'Homme va statuer sur le Burundi le 18 de ce mois. La Cour pénale internationale a quant à elle jusqu'à ce 27 octobre pour statuer.

[JEUNE AFRIQUE] [FRANCE] [RWANDA] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE] [FOCODE - BELGIQUE] [ITEKA - FIDH - FRANCE] [GUERRE HUMANITAIRE] Burundi : « Le Focode a déjà documenté 42 cas de disparitions forcées »

(Jeune Afrique 18/09/17)

Au Burundi, à quelques jours de l'enlèvement en plein jour de Léopold Habarugira, un cadre de l'opposition burundaise, alors qu'il se déplaçait à pied avec son épouse dans la capitale burundaise, d'autres disparitions forcées, impliquant entre autre le Service national de renseignement, ont été signalées par l'ONG burundaise Forum pour la conscience et le développement (Focode).

Au Burundi, les disparitions forcées se suivent et se ressemblent. En deux ans, depuis l'éclatement de la crise politique en avril 2015, entre 400 et 900 personnes en auraient été victimes, selon la FIDH et la ligue burundaise des droits de l'Homme, Iteka. La dernière en date, celle de Léopold Habarugira, trésorier du parti d'opposition Union pour la paix et la démocratie (UPD), enlevé en plein jour le 11 septembre à Bujumbura par quatre hommes dont un en tenue de police et armé d'un fusil, a suscité un écho international.

Pour faciliter la circulation d'informations sur les personnes dont l'absence suspecte a été signalée par des proches, l'ONG burundaise Forum pour la conscience et le développement (Focode) a mis en place dès le 28 avril 2016 le hashtag #Ndondeza (« Aidez-moi à retrouver ! » en kirundi). Gordien Niyungeko, son secrétaire exécutif, revient sur un phénomène nié par les autorités mais qui trouve sa source dans la crise politique que traverse le pays depuis avril 2015.

Lire la suite sur: <http://www.jeuneafrique.com/474252/politique/burundi-le-focode-a-deja-documente-42-cas-de-disparitions-forcees/>

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [SECURITE] [LIEN AVEC DES REBELLES ANTI-BURUNDI] [CAMPS DE REFUGIE BURUNDI AU CONGO] Violences au Sud-Kivu: 37 réfugiés burundais parmi les victimes

(RFI 18/09/17)

De nouveaux réfugiés arrivent au camp de Lusenda, dans le Sud-Kivu, où ils sont accueillis par la Commission Nationale des Réfugiés (CNR) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). (Photo d'illustration) © Photo MONUSCO

En RDC, le dernier bilan des violences qui ont éclaté vendredi 15 septembre à Kamanyola, au Sud-Kivu, fait état de 38 morts, dont 37 réfugiés burundais et un militaire congolais. C'est l'armée de la RDC qui a ouvert le feu. Joint par RFI, Ladislas Muganza, gouverneur de la province, affirme qu'elle a agi en légitime défense. Les forces de l'ordre ont été débordées par les demandeurs d'asile qui réclamaient la libération de quatre des leurs, explique-t-il.

Trente-sept Burundais, dont des femmes et des enfants, ont été tués vendredi après-midi à Kamanyola, dans des échauffourées avec les forces de sécurité congolaises. Leurs corps ont été enterrés ce dimanche en face de la base temporaire de la Monusco où des milliers d'autres ont trouvé refuge depuis. Les cercueils ont été ramenés de Bukavu par les autorités. Du côté des réfugiés burundais, 48 heures après, c'est toujours l'incompréhension.

« Nous avons perdu des membres de nos familles : par exemple, il y a ma sœur Gertrude, il y a mon frère..., raconte une proche. On est tristes. C'est très malheureux que des réfugiés subissent de telles conséquences là où ils sont allés pour se réfugier. »

Les représentants des réfugiés de Kamanyola ont annoncé leur intention de porter plainte. Ils envisagent même de se tourner vers la Cour pénale internationale pour obtenir justice et réparations. Lire la suite sur: <http://www.rfi.fr/afrique/20170917-rdc-refugies-burundais-violences-kamanyola-sud-kivu-ladislas-muganza>

[IWACU] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE POLITIQUE] [CRITIQUE ECONOMIQUE] [ABUCO] Hausse du prix de l'électricité : l'addition est corsée

(Iwacu 22/09/17)

Le prix de l'électricité a été augmenté par la Regideso, vendredi 15 septembre. Jéroboam Nzikobanyanka, son directeur général, soutient que l'Etat a fixé le prix de l'énergie à sa juste valeur. L'annonce de cette révision des prix de la Regideso est tombée comme un couperet: Une hausse de 20% pour un ménage ne dépassant pas 50 KWh par mois et plus 100% pour les autres catégories de ménages ainsi que tous les consommateurs dont la consommation excède 50 KWh par mois.

«J'ai mal accueilli cette augmentation du prix de l'électricité. C'est dommage », s'indigne N.M, chef de ménage rencontré à la 6^{ème} avenue du quartier Bwiza.

Selon son voisin, cette nouvelle tarification ne les arrange en rien. «La Regideso devrait avant tout tenir compte de la dégradation de notre pouvoir d'achat».

Avec ces nouveaux tarifs, il devra désormais déboursier 33.100 Fbu contre 17.200Fbu pour avoir les 150 KWh qu'il consommait mensuellement. Et il indique que pour pallier cette augmentation, l'achat d'une plaque solaire est incontournable.

Jean Claude Ndayiragije, coiffeur à la 7^{ème} avenue, du même quartier abonde dans le même sens. Contre son gré, dorénavant, avec la hausse, chaque client doit payer 2.000 Fbu. «C'est la seule solution pour déboursier désormais les 105.982 Fbu contre les 59.498 Fbu.»

Par ailleurs, il témoigne travailler à perte. «Depuis la mise en vigueur de cette mesure, les clients viennent au compte-goutte. Il arrive même que certains d'entre eux rebroussement chemin au vu des nouveaux tarifs». Et de demander à la Regideso de revoir sa décision. Il est convaincu que c'est vox clamantis in deserto.

Même jérémiades pour les meuniers : « Carrément la Regideso veut qu'on mette la clé sous la porte», se plaint, M. G., propriétaire d'un moulin, rencontré à la 7^{ème} avenue du quartier Bwiza. Désormais, il doit déboursier le triple de ce qu'il dépensait pour acheter la même quantité d'énergie : «Je viens d'acheter 100 KWh à 59. 800 Fbu contre 19.000Fbu».

Avant de révéler : «Avec mes collègues, on a décidé d'augmenter le prix de chaque kg moulu.» Il indique qu'un kilo de maïs moulu est désormais à 200 Fbu contre 100Fbu auparavant et 60 Fbu pour, un kg de manioc contre seulement 30 Fbu.

Les centrales thermiques, le seul recours

Reconnaissant que le pays fait face à une crise énergétique sans précédent, Jéroboam Nzikobanyanka, directeur général de la Regideso, affirme amèrement que les centrales thermiques étaient le seul recours. « Les infrastructures existantes étant vétustes, pour réduire ce déficit énergétique, le gouvernement nous a autorisé de nous approvisionner en énergie thermique de 20 MW chez un producteur privé, la société Interpetrol».

M. Nzikobanyanka explique que cette énergie coûte énormément plus cher que l'énergie hydroélectrique. Ce qui justifie la hausse du prix de l'électricité. « Il vaut mieux une hausse du prix qu'une pénurie».

Il fait savoir que dans le passé l'énergie électrique était subventionnée par l'Etat et les bailleurs de fonds, en particulier l'Union Européenne. «Cette institution assurait la fourniture de 10 MW via la société Interpetrol.» Ce qui n'est plus le cas.

Ce directeur soutient néanmoins que l'énergie thermique n'est pas une solution durable pour combler le déficit énergétique. « Seule la construction des nouveaux barrages hydroélectriques permettra une réduction remarquable de ce déficit».

Il rassure qu'avec la construction du barrage de la Rusomo Falls, l'énergie sera produite en quantité suffisante. Et de lâcher : «J'espère que cette hausse du prix l'électricité entrainera son utilisation rationnelle».

Une mesure décriée par l'Abuco

Selon Noël Nkurunziza, président de l'association burundaise des consommateurs(ABUCO), les explications fournies par le directeur général de la Regideso ne sont pas convaincantes. Il se demande comment la hausse du prix va entraîner la disponibilité de l'électricité. Là où le bât blesse,

s'indigne-t-il, les mêmes motifs avaient été avancés en 2012, mais, cela n'avait pas empêché la population de vivre dans le noir absolu.

Sinon, souligne-t-il, c'est une volonté inouïe de contraindre les petits consommateurs d'abandonner l'énergie électrique et d'en faire profiter aux plus offrants, c'est-à-dire les grandes industries».

Le président de l'Abuco soutient que cette nouvelle tarification ne profitera qu'à la Regideso et à la société Interpetrol. «On se demande pourquoi la Regideso ne veut pas investir dans la construction des barrages hydroélectriques».

Selon lui, le montant de 6 milliards de FBU par mois et pendant 10 ans à verser à cette société, une fois alloué aux investissements, pourrait construire au moins un barrage hydroélectrique.

[IWACU] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE BELGIQUE / USA-SOROS] [GUERRE HUMANITAIRE] [CPI] [SECURITE] Sécurité : ce phénomène inquiétant de cadavres

(Iwacu 26/09/17)

Un rue de la capitale.

Depuis deux mois, des cadavres sont retrouvés ici et là flottant dans des rivières ou gisant sur des terrains vagues. Parfois, les auteurs et le mobile ne sont pas connus. Raisons politiques ? conflits fonciers ? Rien n'est moins sûr. Seule certitude : c'est angoissant. La semaine passée, quatre personnes ont été assassinées en moins de 48 heures. Élysée Irahezagira, élève de la 8ème à Gatumba en province de Bujumbura, a été retrouvé mort, mardi 19 septembre 2017, dans un petit restaurant où il travaillait.

Ce même jour, dans le quartier de Carama en mairie de Bujumbura, le corps de Félicien Mvukabanka a été découvert éborgné flottant dans une fosse septique de la maison en chantier dont il assurait la sécurité. Dans la foulée, le porte-parole du ministère de la Sécurité Publique, Pierre Nkurikiye, a indiqué que deux personnes sont sous interrogatoire.

Le 18 septembre, un homme surnommé Mujojo a été retrouvé mort poignardé sur la colline de Munyinya en commune de Butezi en province de Ruyigi. Anastasie Ntungwanayo de la colline de Murama en commune de Ryansoro de la province de Gitega a été poignardée.

Dans la nuit du 11 septembre 2017, vers 20 heures, 4 personnes à savoir Jeanine Ntakarutimana, Gérard Habimana, Maurice Havyarimana et Thierry Ntakarutimanana ont été tuées dans le quartier Gikoma, zone Kinama, commune Ntahangwa de la ville de Bujumbura.

Deux autres personnes ont été blessées dans cette attaque des hommes non encore identifiés. Les victimes étaient en train de préparer une boisson prohibée appelée Kanyanga.

Au centre comme à l'Est, le phénomène s'observe

En province Gitega, deux corps sans vie ont été retrouvés le 14 septembre 2017. La première victime est Suavis Ntahondereye, âgée de 31 ans, de la colline Rutegama, province Gitega. Elle a été découverte pendue dans sa maison. Son mari a été appréhendé sur-le-champ pour des raisons d'enquête.

L'autre victime est Déo Uwisezerano. Le corps sans vie de ce natif de Nyamugari a été retrouvé sur la colline Songa.

Le 9 septembre 2017, sur la colline Bihanga, commune et province Gitega, Daniel Gahungu, âgé de plus de 80 ans, a été assassiné par des hommes non encore connus. Le mobile de ce meurtre reste inconnu.

En province Ruyigi, en commune Butezi, Célestin Ikizakubuntu et sa femme Claudette Iradukunda sont morts, le 7 septembre 2017, dans une attaque sur la colline Muyange. Des inconnus munis de machettes et de couteaux les ont attaqués alors qu'ils rentraient à moto. Samuel Ntirampeba, le père de Célestin, sera grièvement blessé. Il succombera lui aussi deux semaines plus tard.

A l'ouest, c'est encore pire

En province Cibitoke, la plupart des victimes sont accusées de vol ou de sorcellerie. Les défenseurs des droits humains dans cette province n'excluent pas des mobiles politiques et craignent une impunité des auteurs.

Dans la nuit du 5 au 6 septembre 2017, sur la colline Buseruko, commune Mugina, province Cibitoke, Maforo, membre du parti Cndd-Fdd, âgé de 45 ans, a été battu à mort. Il a été accusé d'avoir volé un régime de banane.

La veille, sur la colline Munyika I, commune Rugombo à une dizaine de km du chef-lieu de la province de Cibitoke, André Ngendakumana, un quadragénaire, a été tué chez lui par un groupe de malfaiteurs dont l'identité n'a pas été révélée.

Les informations collectées sur place indiquent que le défunt était soupçonné de vol sur pieds et aurait dévalisé plusieurs ménages de cette localité. Sa famille réfute ces allégations, elle soutient que ce père de 4 enfants a été victime d'un règlement de comptes suite à un différend foncier l'opposant à l'un de ces voisins.

«Il venait de gagner un procès au tribunal de résidence, ce qui n'a pas plu à certains de ces voisins proches », indique sa femme tenant dans les bras un bébé de quelques mois.

Dans cette même commune, 5 autres personnes ont été trouvées mortes vers la fin du mois d'août. Les mobiles, comme l'indique sans ambages une source, sont liés à des conflits fonciers, sans oublier des cas d'assassinat à caractère politique. «A chaque fois, les victimes sont enterrées de façon hâtive sans mener de véritables enquêtes».

Outre les cas liés aux conflits fonciers, des personnes sont tuées accusées de sorcellerie. Vianney Niganze et Immaculée Ngendakumana ont été assassinés dans la nuit du 24 au 25 et du 28 au 29 juillet sur la colline Butega, commune de Murwi et colline Nyamitanga en commune Buganda province Cibitoke.

Vianney Niganze été tué par un groupe de gens alors qu'il rentrait chez lui en provenance d'un bistrot où il partageait un verre avec ses amis. Il était accusé de sorcellerie. «Parfois, des conflits fonciers sont cachés derrière ces assassinats».

Ce phénomène de sorcellerie à l'origine des assassinats liés aux litiges fonciers prend une allure inquiétante selon les défenseurs des droits humains. Aux mois de juillet et d'août 2017, 16 personnes ont été assassinées dans toute la province suite aux conflits fonciers.

Crainte d'impunité

Les quelques défenseurs des droits de l'homme encore présents dans cette province de l'ouest se disent inquiets face à la recrudescence des violations massives des droits de l'homme allant jusqu'aux assassinats.

Ils demandent à la justice de poursuivre les auteurs de ces tueries et de décourager le phénomène de justice populaire. « Nous demandons de l'équité dans ces dossiers d'assassinat pour éviter des cas d'impunité», insiste un d'eux visiblement fâché.

L'administration locale dit avoir entamé des investigations pour aider la justice à retrouver les auteurs qui agissent souvent dans l'ombre. Elle demande à la population de dénoncer des cas de violations des droits de l'Homme pour permettre au ministère public de mener de véritables enquêtes.

Le nord n'est pas en reste

Ce 17 septembre 2017, deux cadavres de jeunes gens ont été découverts sur la colline Gikungere, commune Butaganzwa en province de Kayanza. Il s'agit d'Eric Nsaguye et un certain Janvier. Selon des sources administratives, ces jeunes étaient des voleurs et ils ont été lynchés par la population alors qu'ils étaient en train de voler avec des armes. Dans la foulée, deux fusils ont été saisis selon la même source.

Le 10 septembre 2017, il y a eu découverte d'un cadavre d'un certain Alexis Bayaganakandi, âgé de 40 ans sur la colline de Murambi en commune de Busoni de la province Kirundo. Son corps a été retrouvé par la population de cette localité alors qu'il flottait sur les eaux du lac Cohoha vers 9 heures. Les autorités avancent la thèse du suicide mais les habitants restent sceptiques.

Le 5 septembre 2017, sur la colline Muramba de la commune Kirundo, une femme dénommée Marie Nabigo, la quarantaine a été retrouvée morte. La police a conclu à un suicide à l'aide d'une corde sur un avocatier pour des mobiles inconnus. Ses voisins ont des doutes et demandent à la police de mener des enquêtes approfondies.

En province Kayanza, Gérard Gishongomera de 40 ans de la colline Kivuruga en commune de Gatara a été retrouvé mort le 6 septembre 2017 par la population dans la vallée de Kivuruga. Son corps n'avait pas de traces particulières.

Ce même jour, un corps sans vie a été retrouvé dans la rivière Ruvubu. Le corps était ligoté, les bras derrière le dos. L'administrateur de la commune Muhanga a fait savoir que ce cadavre serait amené par les eaux provenant des communes voisines.

En commune Butaganzwa en province Kayanza, Claver Ndayizeye, commerçant et membre du parti FNL aile d'Agathon Rwasa a été tué par des gens non identifiés. C'était le 4 septembre 2017, vers 4 heures du matin, sur la colline Rugoma.

Trois personnes ont été arrêtées pour des raisons d'enquêtes. Le 3 septembre 2017 Elisabeth Nyandwi, une vieille de 64 ans a été retrouvée noyée dans les eaux de la rivière Nyagonga. C'était sur la colline Nyamiyogoro en commune de Muruta. La police parle des enquêtes en cours.

«Pas de recrudescence du phénomène des cadavres!»

Contacté, Pierre Nkurikiye, porte-parole de la police, indique que l'on ne peut pas parler de recrudescence du phénomène des cadavres car les cas évoqués n'ont aucun lien entre eux : «Nous faisons face à des suicides, des noyades, des vols à main armée, suivis de justice populaire et d'assassinats sur fond de conflit foncier. Il est donc difficile de parler de phénomène des cadavres».

Et d'expliquer qu'à Kirundo par exemple, Alexis Bayaganakandi s'est noyé. Marie Nabigo s'est suicidée. En commune Ryansoro, confie-t-il, la victime a été poignardée, des suspects ont été arrêtés pour enquêtes de même que récemment à Gatumba où une jeune écolière a été poignardée.

A Ruyigi, soutient-il, une famille a été récemment décimée à cause d'un conflit foncier d'un terrain de 9 Km². Là aussi, des suspects ont été arrêtés et des enquêtes sont en cours: «Peut-on vraiment dans ce cas parler de phénomène de cadavres ou de recrudescence de la criminalité alors qu'il s'agit des événements n'ayant aucun lien entre eux ? Je ne pense pas».

Ce n'est pas l'avis d'Anschaire Nikoyagize, un défenseur des droits humains. «Dans ces dernières trois semaines, on arrive déjà à 36 cadavres. Cela note que le phénomène des cadavres a repris. Ce mois-ci risque d'être sanglant».

M. Nikoyagize déplore le comportement des administratifs qui enterrent les cadavres sans aucune identification. «Vu leur empressement de les inhumer, cela montre qu'ils y seraient pour quelque chose dans certains cas. C'est aussi une nouvelle stratégie de faire disparaître les gens.»

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [GUERRE HUMANITAIRE] [UNION EUROPEENNE] Burundi: une résolution africaine sème la discorde à l'ONU

(AFP 28/09/17) Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a décidé jeudi d'envoyer au Burundi trois experts, alors que les Occidentaux réclament le renouvellement du mandat de la Commission d'enquête de l'ONU, qui n'a pas été autorisée à se rendre sur place.

Une résolution en ce sens a été adoptée par 23 voix pour, 14 contre et 9 abstentions.

Les experts auront "pour mandat de travailler en coopération avec le gouvernement en vue de collecter les informations, déterminer les faits et circonstances" des violations des droits de l'Homme "en vue de les transmettre aux autorités judiciaires du Burundi qui auront la charge d'établir la vérité", a expliqué le représentant de la Tunisie, Walid Doudech, au nom du groupe africain.

L'envoi d'une équipe qui serait dépendante du bon vouloir des autorités ne permet pas de penser qu'elle serait en mesure d'apporter une plus-value à la lutte contre l'impunité dans ce pays", a jugé l'ambassadeur de Lettonie, Janis Karklins, au nom de l'UE.

"Les garanties d'indépendance et d'impartialité ne sont pas réunies", a-t-il affirmé.

L'ambassadeur du Burundi, Renovat Tabu, a en revanche assuré que la situation dans son pays "est normale sur tout le territoire national" et que le gouvernement a réalisé des "progrès remarquables dans la consolidation de l'Etat de droit et dans la lutte contre l'impunité".

"Nous sommes profondément déçus que le Conseil ait adopté une résolution faible qui ne reflète pas la gravité de la situation", a déclaré le représentant de l'ONG Human Rights Watch à Genève, John Fisher.

Il a toutefois souligné que les trois experts de l'ONU pourraient collaborer avec la Commission d'enquête si son mandat est renouvelé vendredi.

Les 47 Etats membres du Conseil débattront en effet à nouveau vendredi du Burundi, les Européens n'ayant pas retiré leur résolution, qui demande le renouvellement de la Commission d'enquête de l'ONU pour une durée d'un an.

Cette Commission, créée en septembre 2016 par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU et qui n'a pas été autorisée à se rendre sur place, a exhorté début septembre la Cour pénale internationale à enquêter de toute urgence sur des crimes contre l'humanité et autres atrocités commis par les autorités au Burundi.

Le Burundi ayant notifié sa décision de se retirer de la CPI le 27 octobre 2016 et ce retrait étant effectif un an après, la CPI a jusqu'au 27 octobre pour ouvrir une enquête de son propre chef. Passé cette date, seul le Conseil de sécurité de l'ONU pourra faire appel à l'institution internationale.

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [POLITIQUE INTERIEURE] Burundi: une radio suspendue pour trois mois (AFP 29/09/17)

Le Conseil national de la communication (CNC), l'organe officiel de régulation de la presse au Burundi, a suspendu pour trois mois la radio de la Chambre de commerce du pays pour un éditorial jugé "contraire à l'éthique professionnelle".

"Les émissions de la radio CCIB FM+ sont suspendues pour une période de trois mois à partir du lundi 2 octobre 2017 suite à la diffusion d'un contenu jugé contraire à l'éthique professionnelle et à la loi régissant la presse", a annoncé le CNC, sans plus de précisions, dans un communiqué de presse daté de jeudi et dont l'AFP a pris connaissance vendredi.

La radio est sanctionnée pour avoir "diffusé le 18 septembre un éditorial qui a déploré le silence de notre gouvernement après le massacre de réfugiés burundais dans la localité de Kamanyola" en République démocratique du Congo (RDC), a expliqué à l'AFP le directeur et rédacteur en chef de CCIB FM+, Eddy Claude Nininahazwe, joint par téléphone.

Le 15 septembre, à Kamanyola (Sud-Kivu), les Forces armées de la RDC ont voulu disperser une manifestation de réfugiés burundais mais, débordées, ont ouvert le feu: au moins 36 réfugiés ont été tués, ainsi qu'un militaire.

Seul le ministre burundais des Relations extérieures avait réagi sur Twitter en demandant des comptes au gouvernement congolais dans les deux jours qui avaient suivi ce drame.

"Nous déplorons une décision hâtive et prise sans aucune concertation alors qu'on n'a violé aucune règle", a poursuivi le responsable de la radio.

"On nous accuse de ne pas avoir équilibré notre éditorial, ce qui nous surprend parce qu'un éditorial est une prise de position d'une rédaction sur un sujet donné et le commentaire est libre selon les règles de notre métier", a-t-il martelé.

Le Burundi traverse une crise violente depuis la décision en avril 2015 du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat controversé, obtenu en juillet de la même année.

Les violences qui ont accompagné cette crise ont fait 500 à 2.000 morts, selon les sources (ONU et ONG) et ont poussé à l'exil plus de 425.000 Burundais. M. Nkurunziza est entré pour la première fois dans le classement des "prédateurs de la presse" de RSF en 2016.

Une centaine de journalistes indépendants ont fui en exil depuis le début de cette crise, des radios indépendantes ont été détruites, les journalistes sont régulièrement arrêtés. L'un d'eux, Jean Bigirimana, est porté disparu depuis plus d'une année.

[JEUNE AFRIQUE] [FRANCE] [RWANDA] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE] [FIDH - FRANCE] [GUERRE HUMANITAIRE] [IMBONERAKURE] Burundi : malgré les multiples rapports sur des violations des droits de l'homme, Bujumbura nie en bloc (Jeune Afrique 29/09/17) Le Président Pierre Nkuruziza.

Entre juillet et septembre, trois rapports internationaux ont été rendus, condamnant la politique répressive du gouvernement. Ce dernier crie au complot occidental.

Voilà un peu plus de deux ans que le Burundi sombre dans la terreur et une violence quotidienne qui, selon les dernières estimations, aurait causé entre 500 et 2 000 morts, alors que 420 000 Burundais ont quitté le pays, depuis avril 2015, pour se réfugier dans les différents pays voisins. Le tout devant une communauté internationale incapable jusqu'à présent de rétablir le dialogue, au point mort, entre les autorités burundaises et ses opposants.

La parution, entre juillet et septembre, de trois rapports internationaux condamnant la politique répressive du gouvernement et les agissements des Imbonerakure, le mouvement des jeunes du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, vient de replacer le pays sous les feux de l'actualité, tout en tirant la sonnette d'alarme sur le respect des droits de l'homme au Burundi.

La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a justement été la première à publier son rapport, début juillet, « le Burundi au bord du gouffre : retour sur deux années de terreur ». Rien de bien nouveau dans le contenu, mais un résumé de la dégradation générale du pays depuis le début du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Cette étude a été suivie, en août, par celle de l'International Refugee Right Initiative (IRRI), qui a mené l'enquête auprès des réfugiés burundais en Ouganda, pour faire le point sur les raisons de leur départ précipité et sur leurs conditions de vie dans leur pays d'accueil. Enfin, et certainement le plus attendu, le rapport de la Commission d'enquête de l'ONU, dont les conclusions ont été rendu début septembre, incrimine les autorités burundaises.

Lire la suite sur: <http://www.jeuneafrique.com/477026/societe/droits-de-lhomme-au-burundi-trois-rapports-et-un-gouvernement-dans-le-deni/>

OCTOBRE 2017 :

[AMNESTY INTER FRANCE] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [GUERRE HUMANITAIRE] Burundi. Des milliers de réfugiés sous pression pour rentrer chez eux, où ils risquent pourtant d'être torturés ou tués (Amnesty International 02/10/17)

Des milliers de réfugiés burundais font l'objet de pressions de plus en plus fortes visant à les inciter à rentrer dans leur pays, où ils risquent pourtant d'être tués, violés ou plus généralement torturés, écrit Amnesty International dans un rapport publié vendredi 29 septembre.

Le rapport, intitulé Se soumettre ou fuir. La répression et l'insécurité poussent les Burundais à l'exil paraît alors que deux pays d'Afrique de l'Est ont décidé de ne plus accorder automatiquement le statut de réfugié aux demandeurs d'asile burundais. Cette décision a été prise en janvier dernier par la Tanzanie et en juin par l'Ouganda.

Les autorités du Burundi font elles-mêmes pression sur les réfugiés pour qu'ils reviennent. Lors d'une visite en Tanzanie, au mois de juillet, (son premier déplacement à l'étranger depuis la tentative de coup d'État qui visait à le renverser, deux ans plus tôt), le président burundais Pierre Nkurunziza a appelé les plus de 240 000 réfugiés présents dans ce pays à rentrer chez eux. Le président tanzanien, John Magufuli, s'est fait l'écho de ses déclarations. D'autres hauts

responsables burundais ont fait passer le même message dans les camps de réfugiés situés en Ouganda.

« Alors que le gouvernement du Burundi affirme que tout va bien et incite les réfugiés à rentrer chez eux, les Burundais continuent de fuir leur pays face à la répression et à l'insécurité », a déclaré Rachel Nicholson, chercheuse d'Amnesty International spécialiste du Burundi.

« Soyons clairs : la situation au Burundi n'est pas redevenue normale et les efforts du gouvernement pour nier que des atteintes atroces aux droits humains sont encore commises dans le pays ne doivent tromper personne. »

Ce rapport éclaire la situation au Burundi, où règne un climat de peur généralisé, plus de deux ans après la crise provoquée par la décision du président de la République de briguer un troisième mandat.

Lire sur: <https://www.amnesty.fr/presse/burundi-des-milliers-de-refugis-sous-pression-pour->

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][SECURITE] [POLITIQUE INTERIEURE] [SANTE] [FPB] Sida: le Burundi sanctionné par le Fonds mondial contre le Sida (RFI 16/10/17)

Le Burundi vient de perdre la gestion de l'argent attribué par le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme au profit du Programme des Nations unies pour le développement. Ce Fonds mondial a injecté dans le pays plus de 275 millions de dollars américains dans le pays en 14 ans. La raison de cette décision est la mauvaise gestion de ces fonds comme cela transparaît dans une lettre que le Fonds mondial vient d'envoyer à la ministre burundaise de la Santé.

Officiellement, l'organe chargé de la gestion de ces fonds est sanctionné pour ses performances plutôt médiocres. Le Fonds mondial rappelle dans sa lettre que sa note n'a jamais dépassé le B1, c'est l'équivalent d'un 2 sur 5, notamment pour « ses défaillances dans le domaine de la gestion financière et la passation des marchés ».

La conséquence, une faible capacité d'absorption des fonds. Par exemple, 30 millions de dollars, qui correspondent à 35% des subventions accordées au Burundi, ne seront pas utilisés d'ici la fin de cette année, prévient le Fonds mondial. « Ça n'est pas une surprise », selon des responsables d'ONG locales engagées dans la lutte contre le Sida qui ne décolèrent pas contre la ministre de la Santé.

Lire la suite sur: <http://www.rfi.fr/afrique/20171016-sida-burundi-autorites-perdent-gestion-fonds-mondial-sida>

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][SECURITE] [LIEN AVEC DES REBELLES ANTI-BURUNDI] [FPB] Burundi: arrestation des deux leaders de la principale rébellion

(AFP 23/10/17)

Un camion police ont arrêté des rebelles burundais capturés en RDC, le 21 janvier 2017.

Les deux principaux leaders de la rébellion des Forces populaires du Burundi (FPB) ont été arrêtés samedi dans l'est de la Tanzanie, puis extradés dimanche au Burundi, a annoncé leur mouvement dans un communiqué parvenu lundi à l'AFP.

"Le 21 octobre à Ngara (Tanzanie), quatre cadres des FPB, dont les (numéros) 1 et 2, Jérémie Ntiranyibagira et Edward Nshimirimana, ont été arrêtés par les forces de l'ordre de Tanzanie et du Burundi", indique ce communiqué authentifié par plusieurs cadres des FPB, le nouveau nom des Forces républicaines du Burundi (Forebu).

Ils "ont été irrégulièrement extradés le 22 octobre vers le Burundi, où leurs vies sont en danger", poursuit le communiqué, sans donner de détails sur les circonstances de ces arrestations.

Aucune source officielle tanzanienne ou burundaise n'a dans l'immédiat pu être jointe pour confirmer l'information. Mais Ikiroho, un site d'information proche du pouvoir burundais, a nié qu'il y ait eu extradition.

"Jusqu'à maintenant, cette information est fausse. Il n'y a aucun échange de captifs militaires entre Tanzanie et Burundi", a affirmé dimanche soir le site sur son compte Twitter, en disant citer des "officiels".

Les ex-Forebu sont essentiellement composées de soldats et policiers qui ont déserté les corps de défense du Burundi depuis le début, en avril 2015, de la crise politique dans ce pays d'Afrique des Grands Lacs.

La rébellion avait annoncé fin août qu'elle prenait désormais le nom de FPB et passait sous les ordres du général Jérémie Ntiranyibagira. Le colonel Edouard Nshimirimana, qui avait annoncé la création des Forebu le 23 décembre 2015, était devenu son adjoint.

"Les deux responsables se sont fait piéger en Tanzanie où ils s'étaient rendus en mission", a réagi sous couvert d'anonymat un cadre rebelle burundais, encore "sous le coup d'un choc terrible".

"Nous pensons que les autorités burundaises cachent pour le moment qu'ils ont été immédiatement envoyés au Burundi, pour pouvoir les torturer afin de recueillir des informations sur notre mouvement", a-t-il ajouté.

Les Forebu avaient été créées quelques mois après le début de la crise provoquée par la candidature fin avril 2015 du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, que l'opposition, la société civile et une partie de son camp jugeaient contraire à la Constitution et à l'Accord d'Arusha, qui avait mis fin à la guerre civile (1993-2006).

M. Nkurunziza a été réélu en juillet 2015. Les violences qui ont accompagné cette crise ont depuis fait de 500 à 2.000 morts, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de cas de disparition forcée et de torture, et ont poussé à l'exil plus de 400.000 Burundais.

Selon le dernier rapport des experts indépendants de l'ONU sur la République démocratique du Congo (RDC), pays frontalier, les FPB sont désormais le groupe rebelle burundais le plus important en nombre. Il comprend entre 300 et 500 combattants, basés au Sud-Kivu, dans l'est de la RDC.

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][SECURITE] [LIEN AVEC DES REBELLES ANTI-BURUNDI] [FPB] Burundi: deux chefs de la principale rébellion manquent à l'appel

(RFI 24/10/17)

La rébellion des Forces populaires du Burundi, les ex-Forebu composés essentiellement de soldats et de policiers qui ont déserté les corps de défense du Burundi depuis le début de la crise politique dans ce pays il y a plus de deux ans, pourrait avoir subi un coup dur. Ses deux principaux leaders, le général Jérémie Ntiranyibagira, un ancien compagnon d'armes du président Pierre Nkurunziza devenu leur chef depuis leur changement de nom fin août et son adjoint, le colonel Edouard Nshimirimana, auraient été arrêtés samedi 21 octobre dans l'est de la Tanzanie, en compagnie de deux autres cadres du parti. Leurs compagnons d'armes semblent avoir perdu toute trace de leurs chefs depuis lors.

Les premières alertes sur la disparition des deux leaders des Forces populaires du Burundi sont apparues sur les réseaux sociaux il y a deux jours. Mais très vite, le ton est devenu alarmant, leurs auteurs assurant qu'ils avaient déjà été extradés au Burundi. Le porte-parole de cette rébellion revient sur ce qui s'est passé.

Lire sur:<http://www.rfi.fr/afrique/20171024-burundi-arrestation-deux-chefs-principale-rebellion-ntiranyibagira-nshimirimana>

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][CONSTITUTION][POLITIQUE INTERIEURE] Burundi: le projet de nouvelle Constitution, coup de grâce à l'accord d'Arusha (RFI 27/10/17)

Le projet de révision constitutionnelle adopté mardi 24 octobre en Conseil des ministres au Burundi fait réagir. S'il est validé par référendum, ce texte permettra au président burundais Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2034, voire 2041, et donnera ainsi le coup de grâce à l'accord d'Arusha, signé en 2000, un texte qui interdit à un chef d'Etat de rester au pouvoir plus de dix ans. Toute référence à cet accord de paix est donc gommée dans le projet de nouvelle Constitution. L'accord d'Arusha est pourtant considéré par beaucoup comme le socle du Burundi moderne, car il a permis au pays de sortir de la guerre civile en définissant les règles du partage du pouvoir.

En privé, les dirigeants burundais ne s'étaient jamais vraiment gênés pour tirer à boulets rouges sur l'accord d'Arusha, qu'il considère comme injuste. L'actuel pouvoir était d'ailleurs toujours dans le maquis au moment de sa signature en 2000 et ne l'avait rallié qu'aux forces quatre ans plus tard.

Le travail de dépeçage des acquis d'Arusha est donc déjà à l'œuvre depuis plusieurs années, mais en gommant toute référence à ce texte fondateur dans le nouveau projet de Constitution, Bujumbura franchit une étape importante. « La ligne rouge », estime même l'opposant Charles Nditije, qui parle d'une « déclaration de guerre » au peuple burundais.

Sur le papier, l'équilibre ethnique prévu par Arusha perdure : 60% de Hutus et 40% de Tutsis au gouvernement et au Parlement, parité dans l'armée et dans la police. Mais dans les faits, cet équilibre est déjà rompu, car les logiques politiques qui allaient avec ont volé en éclats. Par exemple, le poste de vice-président. En théorie, il revient à l'ethnie tutsie, mais dès 2014, la personnalité choisie par l'Uprona, plus grand parti tutsi, a été limogée et remplacée par un membre de ce même parti, mais considéré comme « vendu » au pouvoir.

Si la nouvelle Constitution est adoptée, les lois au Parlement seront par ailleurs votées à la majorité simple et non plus des deux tiers, reléguant ainsi la minorité tutsie au rôle de figurant au sein de l'hémicycle, fulmine un opposant.

Lire sur: <http://www.rfi.fr/afrique/20171026-burundi-projet-nouvelle-constitution-coup-grace-accord-arusha>

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][CONSTITUTION][POLITIQUE INTERIEURE] Burundi: projet de révision constitutionnelle permettant au président Nkurunziza de rester au pouvoir (AFP 26/10/17)

Le président Pierre Nkurunziza du Burundi lors de la célébration de l'indépendance de son pays à Bujumbura, 1er juillet 2017.

Le gouvernement du Burundi a adopté un projet de révision de la Constitution qui pourrait permettre au président Pierre Nkurunziza de briguer dès 2020 deux nouveaux mandats de sept ans, a-t-on appris jeudi auprès de hauts responsables burundais.

Cette révision, dont le principe a été adopté mardi au cours d'un Conseil des ministres extraordinaire, changerait en profondeur la Constitution du Burundi, issue de l'accord de paix signé en 2000 à Arusha (nord de la Tanzanie), lequel avait ouvert la voie à la fin de la guerre civile qui a fait plus de 300.000 morts entre 1993 et 2006.

Elle "ne touche pas aux quotas de 60% de Hutu (ethnie majoritaire, 85% de la population), 40% de Tutsi (14%) et au moins 30% de femmes au gouvernement et au Parlement, ainsi que les 50-50 dans l'armée et la police, mais il ne fait plus référence à l'Accord de paix d'Arusha", a indiqué l'un de ces hauts responsables, qui tous se sont exprimés sous couvert d'anonymat.

L'accord d'Arusha, dont l'actuelle Constitution est l'émanation et qui dit clairement qu'aucun président ne peut diriger le Burundi plus de 10 ans, avait été le cheval de bataille des opposants à la

réélection du président Nkurunziza pour un troisième mandat en avril 2015, qui a précipité la crise actuelle.

Ce projet de révision de la Constitution prévoit que "le président de la République est élu pour un mandat de 7 ans renouvelable", mais ajoute qu'"aucun président ne peut diriger plus de deux mandats consécutifs".

Selon un autre de ces hauts responsables, le Conseil des ministres a décidé que ce texte serait "soumis à un référendum populaire très rapidement, probablement en février au plus tard".

Ce projet tient compte des propositions formulées par une commission mise en place en mai par M. Nkurunziza, après des consultations menées pendant un an auprès de 26.000 Burundais, qui avaient notamment montré que la "majorité" de ces personnes avaient en commun "la volonté de supprimer la limite des mandats (présidentiels)".

Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005 et réélu en juillet 2015 pour un troisième mandat controversé, avait laissé entendre en décembre 2016 qu'il pourrait se représenter en 2020, "si le peuple le demand(ait)".

NOVEMBRE 2017 :

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE][CPI] [GUERRE HUMANITAIRE]
Burundi: la CPI autorise une enquête pour crimes contre l'humanité
(RFI 10/11/17)

Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) autorisent l'ouverture d'une enquête sur la situation au Burundi. Cette décision rendue publique ce jeudi a été prise le 25 octobre dernier. La Cour tenait « à mettre en œuvre des mesures de protection des victimes et des témoins éventuels avant de communiquer ». L'enquête portera sur les crimes qui auraient été commis au Burundi ou par des ressortissants burundais à l'étranger entre le 26 avril 2015 et le 26 octobre 2017. Le retrait du Burundi de la CPI n'est en aucun cas un frein aux poursuites, selon les statuts de la CPI.

Si Le Burundi a demandé son retrait de la CPI il y a un an, celui-ci n'est effectif que depuis le 27 octobre dernier. La Cour pénale internationale reste donc compétente pour se pencher sur les crimes contre l'humanité présumés et le Burundi est également tenu de coopérer. « Conformément à l'article 127 du statut de Rome, qui régit spécifiquement la question du retrait des Etats du traité, le Burundi a le devoir de coopérer avec la Cour aux fins de l'enquête pénale ouverte avant le 27 octobre 2017. L'obligation de coopérer reste en vigueur tant que dure l'enquête », assure Fadi el-Abdallah, porte-parole de la CPI.

Le bureau du procureur de la CPI est donc autorisé à ouvrir une enquête sur les probables crimes commis du 26 avril 2015 -qui coïncide avec le début de la crise que traverse ce pays- au 26 octobre 2017 inclus, date de sortie effective du traité de Rome de la Cour pénale internationale. Cependant, le procureur pourrait étendre son enquête au-delà de cette date si certaines conditions juridiques -que la Chambre préliminaire ne précise pas- sont remplies.

Cette autorisation d'ouvrir une enquête fait suite à l'examen préliminaire lancé en avril 2016 par la procureure Fatou Bensouda à la suite d'allégations de nombreux crimes contre l'humanité commis essentiellement par les forces de l'ordre, ainsi que les Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir, que l'ONU qualifie de milice. Ces violences auraient fait, selon la Cour préliminaire, au

moins 1 200 morts, sans compter les milliers de victimes de viols, torture et autres disparitions forcées.

Lire la suite sur: <http://www.rfi.fr/afrique/20171109-burundi-cpi-autorise-une-enquete-crimes-contre-humanite>

[LE MONDE] [FRANCE] [USA/SOROS] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE] [GUERRE HUMANITAIRE] La Cour pénale internationale enquête sur les crimes contre l'humanité du régime burundais

(Le Monde 10/11/17)

La procureure de la CPI, Fatou Bensouda

La procureure Fatou Bensouda est compétente pour les faits commis entre avril 2015 et le 27 octobre 2017, mais aussi pour certains considérés comme toujours en cours, telles les disparitions forcées. Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont donné leur accord à l'enquête demandée par la procureure Fatou Bensouda, ciblant les responsables de crimes commis au Burundi. La décision, prise le 25 octobre, était depuis sous scellés, notamment pour protéger les témoins potentiels.

Selon le document d'une centaine de pages qui fixe le cadre de l'enquête, la procureure peut enquêter sur les crimes contre l'humanité commis par les forces sécuritaires du régime et les Imbonerakure, la milice du parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD). Elle pourrait se pencher sur les crimes commis depuis avril 2015, liés à la dernière crise politique que traverse le Burundi depuis l'annonce de Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat pour la présidence.

Dès cette annonce, les manifestations étaient violemment réprimées. Depuis, le Burundi connaît une longue liste de crimes — meurtres, viols, tortures, détentions arbitraires, disparitions forcées — ciblant les membres de l'opposition. Selon la procureure, la répression aurait fait plusieurs centaines de mort, et plus de quatre cent mille déplacés.

Pressions contre de potentiels témoins

Pour les juges, qui se fondent sur le dossier présenté par l'accusation, « une attaque contre la population civile burundaise a été menée dans le cadre d'une politique d'Etat visant à réprimer les opinions dissidentes et l'opposition au troisième mandat du président Nkurunziza ». Si le document ne nomme pas, à ce stade, les auteurs de ces crimes, il désigne néanmoins les services sécuritaires burundais, dont la brigade antiémeute — créée pendant la crise —, la police, l'armée et les services de renseignement.

Fait notable, la procureure pourra aussi enquêter sur les crimes commis contre les Burundais en exil. En présentant sa demande aux juges, Fatou Bensouda a expliqué ne pas disposer de preuves permettant d'établir l'existence d'une guerre civile, ajoutant que l'opposition n'avait pas de groupe armé précisément constitué. Les juges lui ont néanmoins demandé de se pencher sur la tentative de coup d'Etat de mai 2015 par le général Godefroid Niyombare et sur les attaques de sites militaires à Bujumbura en décembre.

L'enquête s'annonce d'ores et déjà difficile. Les juges révèlent que des pressions sur de potentiels témoins seraient déjà exercées. A Bujumbura, la décision de la Cour a suscité des réactions acerbes. « La CPI, corrompue, vient de se tirer encore une balle dans le pied. La tricherie saute aux yeux. Sans doute que le Burundi sortira vainqueur de cette bataille, c'est la dernière carte de l'Occident », a déclaré le conseiller en communication de la présidence burundaise, Willy Nyamitwe, sur Twitter.

Lire la suite sur: http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/09/la-cour-penale-internationale-enquete-sur-les-crimes-contre-l-humanite-du-regime-burundais_5212882_3212.html

[JEUNE AFRIQUE] [FRANCE] [RWANDA] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE] Burundi : « Comment rendre justice lorsque l'État est l'instigateur des crimes ? »

(Jeune Afrique 23/11/17)

Manifestation au Burundi

Il y a un mois, la Cour pénale internationale a autorisé l'ouverture d'une enquête sur de possibles crimes commis au Burundi entre avril 2015 et octobre 2017. Ancien haut fonctionnaire international, intellectuel burundais engagé, David Gakunzi livre ici sa vision de la situation du pays, de l'impact de cette décision de la CPI et de la réaction des chefs d'État de la région.

Depuis avril 2015, le Burundi va très mal : discours de haine, arrestations arbitraires, actes de torture, disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires, femmes martyrisées jusque dans leur intimité avant d'être retrouvées, les corps jetés comme des détritrus. Des actes inhumains d'une extrême gravité largement documentés par les organisations internationales de défense des droits de l'homme et commis par des membres des forces de sécurité et des jeunes miliciens Imbonerakure.

Exigence de justice

Recouvrir ces crimes d'un voile pudique et ne pas traduire devant les tribunaux leurs auteurs au nom de l'impératif de réconciliation nationale, serait jeter hors histoire les victimes et hypothéquer l'avenir du Burundi en instituant ainsi l'extrême violence comme acte légitime, moral et naturel de gouvernance.

Mais comment rendre justice lorsque le recours à la justice locale semble inenvisageable, l'État n'étant plus le protecteur du droit mais l'instigateur des crimes en question ? Comment faire lorsque les autorités de Bujumbura interrogées sur des cas précis de torture, de disparition, de viols, de meurtres répondent systématiquement par la même pirouette : « L'affaire est en cours d'examen » ?

Recourir à la justice internationale ? Se tourner vers la Cour pénale internationale compétente en matière de crimes internationaux et offrant aux victimes la possibilité de déposer plainte, produire des éléments de preuve, se porter partie civile et être entendues comme témoins ?

C'est la démarche finalement choisie et engagée par les victimes burundaises avec l'aide d'un collectif d'avocats, démarche qui vient d'aboutir à l'autorisation par les juges de l'ouverture d'une enquête du Tribunal de La Haye sur les crimes contre l'Humanité commis depuis avril 2015.

Lire la suite sur: <http://www.jeuneafrique.com/495489/societe/burundi-comment-rendre-justice-lorsque-letat-est-linstigateur-des-crimes/>

[JEUNE AFRIQUE] [FRANCE] [RWANDA] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE] Burundi : «Ce qui se passe à Arusha n'est pas un dialogue, c'est un monologue !»

(Jeune Afrique 28/11/17) <http://www.jeuneafrique.com/497020/politique/burundi-ce-qui-se-passe-a-arusha-nest-pas-un-dialogue-cest-un-monologue/>

Panrace Cimpaye, porte parole du Cnared

Le Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha (Cnared), principale plateforme de l'opposition, a décidé de boycotter la quatrième session du dialogue interburundais, qui doit se tenir en Tanzanie du 27 novembre au 8 décembre.

La quatrième session du dialogue entre le gouvernement burundais et l'opposition s'est ouverte à Arusha, ce 27 novembre, sous l'égide de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC). Elle est présentée par l'équipe du facilitateur tanzanien Benjamin Mkapa comme l'ultime rencontre du genre avant la signature d'un accord et le retour des discussions au Burundi.

Pour la première fois depuis 2015, le gouvernement burundais sera représenté à la table des négociations. L'opposition intérieure milite pour que ces négociations se poursuivent en Tanzanie. Mais la principale plateforme d'opposition, le Cnared, dont les principaux leaders sont en exil, sera absente de la rencontre. Elle reproche à la facilitation de ne pas l'avoir nommément invitée. En

conclave à Bruxelles, le Cnared a adressé un courrier au facilitateur, le 27 novembre, pour lui exprimer son « indignation par rapport aux manipulations autour de ce processus » et demander le report de la session afin de préparer un dialogue « plus inclusif ». Pancrace Cimpaye, porte parole du Cnared, répond aux questions de Jeune Afrique.

Jeune Afrique : Pourquoi refusez-vous de participer à la rencontre qui se tient actuellement à Arusha ?

Pancrace Cimpaye : Le Cnared a boycotté les pourparlers parce que sous la pression de Bujumbura, la facilitation a refusé, contrairement aux promesses qui avaient été faites, d'inviter formellement notre plateforme. Ce qui est une aberration car dans une négociation, ce n'est pas la partie adverse qui compose la délégation de l'autre groupe.

Dans une lettre adressée au facilitateur le 21 novembre, plusieurs organisations de la société civile réclamaient des garanties concernant la sécurité des opposants au dialogue en Tanzanie. Celle-ci n'était-elle pas assurée lors des précédentes rencontres ?

Au niveau sécuritaire, il y a effectivement des préoccupations du côté de l'opposition. Le 21 octobre 2017, quatre leaders de l'opposition ont été arrêtés par la police tanzanienne. Parmi eux, le général major Jérémie Ntiranyibagira et le lieutenant-colonel Edouard Nshimirimana. Depuis ce jour, ils sont portés disparus. Malgré de nombreuses correspondances adressées au gouvernement tanzanien pour nous aider à les localiser, il y a un silence total sur ce dossier. Le leader du parti MSD (Mouvement pour la solidarité et le développement) a été arrêté à Dar-es-Salam ainsi que plusieurs autres leaders de l'opposition, dont moi, qui avons été arrêtés à l'aéroport et renvoyés d'où nous étions venus.

Pourquoi la rencontre de l'opposition avec le facilitateur, qui était programmée pour ce week-end, a-t-elle été annulée ?

Nous n'avons aucune explication. C'est l'une des raisons qui font que le Cnared a des difficultés à comprendre l'organisation de ces discussions. Il avait été convenu qu'avant chaque session, il y aurait une réunion de préparation et de consultation avec la facilitation. Cette réunion était prévue les 17 et 18 novembre à Helsinki. Le Cnared avait déjà désigné une délégation pour s'y rendre. Mais à la dernière minute, nous avons appris que la facilitation avait décidé d'annuler unilatéralement cette rencontre, sans aucune explication.

Lire la suite sur: <http://www.jeuneafrique.com/497020/politique/burundi-ce-qui-se-passe-a-arusha-nest-pas-un-dialogue-cest-un-monologue/>

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [CNARED] Burundi: réouverture du dialogue de sortie de crise, sans l'opposition en exil

(AFP 28/11/17) Une nouvelle session du dialogue burundais de sortie de crise s'est ouverte mardi à Arusha (nord de la Tanzanie) en l'absence de l'opposition en exil, selon des diplomates et des participants.

Cette session à huis clos a pour ambition d'aboutir à la signature d'un accord le 8 décembre en présence des chefs d'Etat de la Communauté des états d'Afrique de l'Est (EAC), selon un programme distribué aux délégués par le médiateur dans cette crise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa.

Les délégués sont censés négocier autour de huit points incluant "l'engagement à mettre fin à toutes les formes de violences", l'application de l'accord de paix d'Arusha qui a ouvert la voie à la fin de la guerre civile (1993-2006), la mise en place d'un "gouvernement d'unité nationale".

Mais, selon un diplomate, le niveau du représentant envoyé par le Burundi, le n°2 du ministère de l'Intérieur, Thérance Ntahiraja, n'augure pas de discussions fructueuses.

Le Burundi "s'est senti obligé d'envoyer un représentant à cause d'énormes pressions exercées par les présidents ougandais et tanzanien", a dit ce diplomate. "Mais il envoie un homme de second plan comme pour dire, +il ne faut rien attendre de cette session+".

De plus, même si ces discussions sont présentées comme "totalement inclusives" par l'équipe du facilitateur, le Cnared, une plateforme regroupant l'opposition en exil, n'y est pas présente.

Après des mois de blocage car il refusait de s'asseoir à la même table que le Cnared, le gouvernement aurait obtenu l'exclusion de nombreux membres de cette plateforme d'opposition ainsi que de la société civile, selon le même diplomate. Le Cnared a dès lors appelé ses membres invités à boycotter cette session.

Seuls une dizaine de membres de l'opposition qui ne se sont pas exilés participe à ce dialogue.

Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat, obtenu en juillet de la même année.

Les violences qui ont suivi et au sujet desquelles la Cour pénale internationale a ouvert une enquête, ont depuis fait de 500 à 2.000 morts, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de disparitions forcées et de tortures, et ont poussé à l'exil plus de 400.000 Burundais. L'ONU impute l'écrasante majorité de ces atrocités aux autorités burundaises.

Bujumbura a adopté fin octobre un projet de révision de la Constitution qui pourrait permettre au président Pierre Nkurunziza de briguer dès 2020 deux nouveaux mandats de sept ans. Un haut responsable burundais a assuré à l'AFP que Bujumbura "refuse catégoriquement que la question de la Constitution soit évoquée" dans les discussions débutées mardi.

DECEMBRE 2017 :

[RFI] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] Crise au Burundi: constat d'impuissance de Mkapa à 2 jours de la fin du dialogue

(RFI 06/12/17) Le facilitateur Benjamin Mkapa était parti pour Dar es-Salaam après avoir lancé officiellement le 4e round du dialogue interburundais pour une sortie de la crise née de la décision du président Pierre Nkurunziza, qu'il a obtenu en juillet 2015. Il avait alors laissé le soin à ses collaborateurs de mener à bon port ce dialogue. Il est revenu à Arusha, dans le nord de la Tanzanie, qui abrite ces discussions durant le week-end, pour se rendre compte qu'elles étaient totalement bloquées. Un véritable constat d'impuissance.

Le facilitateur a réuni tout ce beau monde dans une même salle mardi 5 décembre, pour la première fois depuis le lancement des travaux, pour leur dire combien ils l'avaient « déçu ».

Depuis une dizaine de jours, les deux parties ont bien planché sur les huit points de l'ordre du jour sélectionnés par son équipe, puis ils ont échangé leurs documents comme prévu. Mais impossible d'aller plus loin.

Selon Benjamin Mkapa, ils devaient ensuite se mettre ensemble et sélectionner les points de convergence, avant de commencer à discuter de ceux qui les divisent.

Mais voilà, la délégation du gouvernement burundais, le parti au pouvoir et tous leurs alliés, ont catégoriquement refusé de s'engager dans ce qu'ils considèrent comme des négociations avec l'opposition interne, présente à Arusha.

Ils s'en sont tenus à leur ligne de conduite : non aux négociations, rapatriement de ce dialogue et le droit pour le gouvernement de réviser la Constitution dans Burundi où « tout va bien ».

Lire sur: <http://www.rfi.fr/afrique/20171205-crise-burundi-constat-impuissance-mkapa-2-jours-fin-dialogue>

[AFP] [MEDIA] [GUERRE GEOPOLITIQUE FRANCE] [GUERRE HUMANITAIRE] Burundi: cinq blessés dans un attentat à la grenade à Bujumbura

(AFP 05/12/17) La police de la protection civile essaie de maîtriser l'incendie après l'explosion d'une grenade dans le parking de la KCB. Photo d'archives

Au moins cinq personnes ont été blessées par l'explosion d'une grenade lancée dans la foule à un arrêt de bus du centre de Bujumbura, la capitale du Burundi, a-t-on appris mardi de source policière. "Hier (lundi) vers 20h00 (18h00 GMT), un inconnu a lancé une grenade dans la foule qui attendait à l'arrêt de bus appelé la Permanence dans la Zone de Bwiza (centre). Elle a fait cinq blessés, dont un grièvement" atteint, a annoncé à l'AFP le commissaire de police en mairie de Bujumbura, Bonfort Ndoreraho.

"Un suspect a été arrêté alors qu'il prenait des photos de la scène, il est en train d'être interrogé", a-t-il poursuivi, rappelant que "deux autres grenades ont explosé dans des endroits déserts de la capitale la semaine dernière, jeudi et vendredi, après des mois sans de telles attaques".

Le Burundi est régulièrement le théâtre d'attaques à la grenade depuis de nombreuses années, mais celles-ci s'étaient multipliées avec la grave crise politique émaillée de violences que vit ce pays depuis la candidature en avril 2015 du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé et sa réélection en juillet de la même année.

Pouvoir et opposition se rejettent la responsabilité de ces crimes qui ne sont jamais revendiqués.

Cette série d'attaques pourrait être liée à la nouvelle session du dialogue burundais de sortie de crise qui s'est ouverte le 28 novembre à Arusha (nord de la Tanzanie), en l'absence de l'opposition en exil. Cette réunion a pour ambition d'aboutir à la signature d'un accord le 8 décembre en présence des chefs d'État de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC), selon un programme distribué aux délégués par le médiateur dans cette crise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa.

Les violences qui ont accompagné la crise auraient engendré au moins 1.200 morts, la détention illégale de milliers de personnes et la torture de milliers d'autres, des centaines de disparitions ainsi que le déplacement de plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale (CPI), qui a ouvert une enquête.